

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 09/11/2020

N° : 2020/185

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/54

 **Décisions**

Page 55/267

ARRÊTÉS

Arrêté n° 20/262/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon de Provence - Procédure de modification simplifiée n°5

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 006-8078/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 n°URB 002-3560/18/CM de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre les Conseils de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le courrier de Madame l'Adjointe au Maire de la commune de Salon-de-Provence du 10 février 2020 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour permettre l'engagement de la procédure de la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence ;
- La délibération n°24/20 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020 émettant un avis sur l'engagement de la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence ;
- La délibération n°URBA 007-8357/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence en vigueur ;

CONSIDÉRANT

- La nécessité de corriger uniquement des erreurs matérielles relevées sur les planches graphiques du Plan Local d'Urbanisme de la commune ;
- Que l'évolution du Plan Local d'Urbanisme demandée concerne donc une modification des planches graphiques ;
- Que l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme envisagée remplit les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par une procédure de modification simplifiée, avec mise à disposition du public, pendant un mois, du projet de modification simplifiée, de l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, des avis émis par les personnes publiques associées ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Qu'à la suite du courrier de Madame l'Adjointe au Maire de la commune de Salon-de-Provence du 10 février 2020, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a émis un avis favorable sur le rapport du Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 5 ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence.

Article 2 :

La modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence va permettre de corriger uniquement des erreurs matérielles relevées sur les planches graphiques.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

L'évolution du Plan Local d'Urbanisme demandée concerne seulement la modification des planches graphiques.

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification simplifiée sera notifié aux Personnes Publiques Associées.

Les modalités de la mise à disposition seront définies par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais et précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 3 :

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4:

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

Arrêté n° 20/263/CM

Délégation de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais en matière de déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux d'assainissement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Santé Publique et notamment son article L. 1331-10 donnant compétence aux Présidents des établissements publics de coopération intercommunale pour autoriser les déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux d'assainissement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 006-8078/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- La délibération n° 02/20 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 juillet 2020 portant élection de Monsieur Nicolas Isnard en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

ARRETE

Article 1 :

Délégation est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais pour délivrer les autorisations de déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux d'assainissement dans le périmètre du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 2 :

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas Isnard, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Madame Sophie Conte, chargée de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais

Article 4 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 5 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/265/CM

Délégation de signature à Madame Marina Rizzon, Chargée de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et leurs annexes, y compris notamment les règlements locaux de publicité (RLP) ou tout document d'urbanisme en tenant lieu

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2019-11267 du 14 juin 2019 portant nomination de Madame Rizzon Marina sur l'emploi de Directeur Général des Services du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- L'arrêté n° 20/181/CM du 23 juillet 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Serge Perottino, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour procéder à la révision, à la révision allégée, à la modification, à la modification simplifiée, à la mise en compatibilité et à la mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme, des Plans d'Occupation des Sols et des documents en tenant lieu applicables sur son périmètre ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, est également compétente en matière de Règlement Local de Publicité, d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine et de Plan de Valorisation de l'Architecture et de Patrimoine ;
- Qu'il convient de donner délégation de signature à Madame Marina Rizzon, Chargée de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 20/181/CM du 23 juillet 2020 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, composé des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, à Madame Marina Rizzon, à l'effet de signer les documents relatifs à la révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP), ainsi qu'à la révision, la révision allégée, la modification, la modification simplifiée, la mise en compatibilité et la mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), Plans d'occupation des sols (POS) et documents en tenant lieu applicables dans le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- La saisine de l'autorité environnementale aux fins d'examen au cas par cas préalable à l'évaluation environnementale, ainsi qu'aux fins d'avis sur l'évaluation environnementale ;
- La notification de la délibération et/ou l'arrêté d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Les invitations à toute réunion liée à l'élaboration du document ;
- La transmission des comptes rendus des réunions techniques aux personnes publiques associées, consultées ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

- La saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- La saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- L'accusé de réception des doléances émises dans le cadre de la concertation, sans réponse au fond ;
- La saisine, pour avis, du conseil municipal de la commune concernée avant arrêt et approbation du projet ;
- La transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet arrêté ;
- La transmission du projet arrêté aux personnes publiques associées et tout autre organisme obligatoire ou facultatif aux fins d'examen conjoint ;
- Les actes liés à la mise à disposition du projet au public ;
- La saisine du tribunal administratif aux fins de désignation de la commission d'enquête et commissaire-enquêteur ;
- La transmission de l'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique au tribunal administratif ;
- La signature du bordereau de transmission des documents à la commission d'enquête et commissaire-enquêteur ;
- La signature du courrier de réponse au procès-verbal de synthèse ;
- La transmission du rapport et des conclusions de la commission d'enquête et commissaire-enquêteur ainsi que du procès-verbal de synthèse d'enquête publique au Tribunal administratif, au préfet des communes concernées ;
- La transmission du dossier approuvé par le Conseil de la Métropole à la commune concernée, à la Direction départementale des territoires et de la mer, ainsi qu'à toute autre personne ou organisme à titre obligatoire ou facultatif ;
- La certification de l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

La présente délégation exclut toutefois la signature des arrêtés suivants :

- L'arrêté d'engagement des procédures de modification et de modification simplifiée ;
- L'arrêté de mise à jour des PLU, des POS et tous documents en tenant lieu ;
- L'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Marina Rizzon, titulaire de la présente délégation, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

Article 4 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 octobre 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/266/CM

Délégation de signature à Madame Sophie Bruyère, Directrice communication institutionnelle et grands événements, en charge par intérim de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH n° 2019-12236 du 18 août 2019 portant Madame Sophie Bruyère, Directrice communication institutionnelle et grands événements ;
- La lettre de mission n° DACSCS-C5510/2020-09-89605 adressée à Madame Sophie Bruyère relative à la prise en charge par intérim de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements ;
- L'arrêté n° 20/124/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Kévin Maingourd, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements.

ARRETE

Article 1 :

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

L'arrêté n° 20/124/CM du 17 juillet 2020 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Madame Sophie Bruyère, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de la Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements

Gestion des contrats aidés et des contrats d'apprentissage

- Courriers et attestations divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers et convocations divers aux agents y compris pour procédure disciplinaire, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs, courriers de licenciement de fin d'engagement, certificat de travail) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Compte Personnel de Formation des agents ;
- Tous les actes administratifs liés au congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations sans incidence financière.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) d'un stage ;
- Conventions de stage sans incidence financière et tous les courriers y afférents.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Autorisations spéciales d'absence hors absences syndicales ;
- Courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogoatoires) ;
- Congé ou une RTT.

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, accueil à l'enfant, adoption ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Etats de service pour inscription à un concours ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel des consignes.

Gestion du télétravail :

- Courrier d'autorisation ou refus délivré aux agents.

Paie :

- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Courriers de rappel à l'ordre ;

- Courriers liés à l'engagement et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

Recrutement :

- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CARSAT, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., CARSAT. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent.

Divers :

- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatifs au personnel affecté à la direction.

**Marchés publics et accords-cadres
concernant les compétences exercées
par la Direction Générale Adjointe en charge de la Communication,
Relations Extérieures et Grands Evénements**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accords-cadres inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la direction :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature/ communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/lettre de commande/Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord-cadre concernant les compétences exercées par la direction :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord-cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non-reconduction des marchés et accords-cadres inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord-cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadres inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Divers

- Dépôts de plainte au nom de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines relatifs à la présente délégation de signature et concernant la direction.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Bruyère, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Bruyère, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Corinne Banc – Directeur Général Adjoint délégué.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Bruyère et Corinne Banc, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Stéphanie Leguerinel – Directrice des Projets et de la communication territoriale.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Bruyère, Corinne Banc et Stéphanie Leguerinel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher – Directeur Général des Services de la Métropole.

Article 6 :

Le présent arrêté sera applicable dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Tout recours contre le présent arrêté doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Marseille, situé 24 rue Breteuil, à Marseille (13006), dans les 2 mois à partir de sa date de publication/notification.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

Arrêté n° 20/267/CM

Délégation de signature à Madame Marina Rizzon, Chargée de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en matière de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2019-11267 du 14 juin 2019 portant nomination de Madame Rizzon Marina sur l'emploi de Directeur Général des Services du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- L'arrêté n° 20/212/CM du 31 juillet 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en matière de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi).

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile un Règlement Local de Publicité intercommunal couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;
- Qu'il convient de donner délégation de signature à Madame Marina Rizzon, Chargée de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 20/212/CM du 31 juillet 2020 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, composé des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, à Madame Marina Rizzon, à l'effet de signer les documents relatifs à l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- La convocation des maires du Conseil de Territoire aux conférences intercommunales à tous les stades de la procédure d'élaboration du RLPi ;
- La notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Les invitations à toute réunion liée à l'élaboration du document ;
- La transmission des comptes rendus des réunions techniques aux personnes publiques associées, consultées ;
- La saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- La saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- L'accusé de réception des doléances émises dans le cadre de la concertation, sans réponse au fond ;
- La saisine, pour avis, des conseils municipaux des communes du Conseil de Territoire sur le projet de RLPi à arrêter en Conseil de la Métropole ;
- La transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de RLPi arrêté ;
- La saisine de l'autorité environnementale aux fins d'avis sur l'évaluation environnementale ;
- La transmission de l'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique au Tribunal Administratif ;
- La saisine du Tribunal Administratif aux fins de désignation d'une commission d'enquête ou d'un commissaire enquêteur ;
- La signature du bordereau de transmission des documents à la commission d'enquête et au commissaire-enquêteur ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

- La signature du courrier de réponse au procès-verbal de synthèse ;
- La transmission du rapport et des conclusions de la commission d'enquête et du commissaire-enquêteur ainsi que du procès-verbal de synthèse d'enquête publique au Tribunal administratif, au préfet des communes concernées ;
- La transmission des dossiers approuvés par le Conseil de la Métropole aux communes concernées, à la Direction départementale des territoires et de la mer, ainsi qu'à toute autre personne ou organisme à titre obligatoire ou facultatif ;
- La certification de l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

La présente délégation exclut toutefois la signature des arrêtés suivants :

- L'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Marina Rizzon, titulaire de la présente délégation, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

Arrêté n° 20/268/CM

Délégation de signature à Madame Marina Rizzon, Chargée de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2019-11267 du 14 juin 2019 portant nomination de Madame Rizzon Marina sur l'emploi de Directeur Général des Services du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- L'arrêté n° 20/190/CM du 23 juillet 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Serge Perottino, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;
- Qu'il convient de donner délégation de signature à Madame Marina Rizzon, Chargée de l'administration métropolitaine pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 20/190/CM du 23 juillet 2020 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, composé des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, à Madame Marina Rizzon, à l'effet de signer les documents relatifs à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- La notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Le courrier aux fins de réunir la conférence intercommunale des maires du Conseil de Territoire à tous les stades de la procédure d'élaboration du PLUi ;
- Les invitations à toute réunion liée à l'élaboration du document ;
- La transmission des comptes rendus des réunions techniques aux personnes publiques associées, consultées ;
- La saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- La saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- L'accusé de réception des doléances émises dans le cadre de la concertation, sans réponse au fond ;
- La saisine, pour avis, des conseils municipaux des communes du Conseil de Territoire sur le projet de PLUi à arrêter en Conseil de la Métropole ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

- La transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de PLUi arrêté ;
- La saisine de l'autorité environnementale aux fins d'avis sur l'évaluation environnementale ;
- La transmission de l'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique au Tribunal Administratif ;
- La saisine du Tribunal Administratif aux fins de désignation d'une commission d'enquête ou d'un commissaire enquêteur ;
- La signature du bordereau de transmission des documents à la commission d'enquête et au commissaire-enquêteur ;
- La signature du courrier de réponse au procès-verbal de synthèse ;
- La transmission du rapport et des conclusions de la commission d'enquête et du commissaire-enquêteur ainsi que du procès-verbal de synthèse d'enquête publique au Tribunal administratif, au préfet des communes concernées ;
- La transmission des dossiers approuvés par le Conseil de la Métropole aux communes concernées, à la Direction départementale des territoires et de la mer, ainsi qu'à toute autre personne ou organisme à titre obligatoire ou facultatif ;
- La certification de l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

La présente délégation exclut toutefois la signature des arrêtés suivants :

- L'arrêté ouvrant et organisant l'enquête publique.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Marina Rizzon, titulaire de la présente délégation, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

Arrêté n° 20/269/CM

Désignation au Comité de gestion du Grand Site Concours Sainte-Victoire

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concours Sainte-Victoire.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée à poursuivre le projet de territoire autour du label Grand Site de France et a posé les principes d'une nouvelle gouvernance du Grand Site Sainte-Victoire ;
- Qu'en application de la délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, la composition du Comité de gestion du Grand Site Concours Sainte-Victoire prévoit la désignation de trois membres du Bureau métropolitain pour représenter le Bureau Métropolitain.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du comité de gestion du Grand Site Concours Sainte-Victoire :

- Madame Danielle Milon - Vice-Présidente déléguée à l'Attractivité du territoire - Tourisme
- Madame Amapola Ventron - Conseillère déléguée à la Protection de l'environnement et Lutte contre les pollutions
- Monsieur Philippe Arduin - Conseiller délégué aux forêts et paysages

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

Arrêté n° 20/270/CM

Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 50A situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer, qui abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain dudit lot approuvé par arrêté n° 19/193/CM du 27 septembre 2019

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté n° 19/193/CM du 27 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrains du lot n° 50A sur la Zone d'Aménagement Concerté de Lavalduc à Fos-sur-Mer ;
- L'arrêté n° 20/121/CM du 17 juillet 2020 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Publique d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 019-7911/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fos-sur-Mer.

CONSIDÉRANT

- Que le projet initial prévu sur le lot n° 50A n'a pas abouti ;
- Que le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 19/193/CM du 27 septembre 2019 du lot n° 50A n'a plus lieu d'être et doit en conséquence être abrogé ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 50A, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer, qui abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 19/193/CM du 27 septembre 2019.

Article 2 :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole-Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- Au Pharo, à Marseille, siège de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigrance 4 à Istres ;

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

Article 3 :

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot 50A situé dans la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer est consultable :

- A la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres ;
- Au Service Urbanisme de la Mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville – Avenue René Cassin à Fos-sur-Mer.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 16 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

Arrêté n° 20/271/CM

Désignation du représentant de la Métropole au sein du premier collège « représentants des collectivités territoriales et leurs groupements » du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement des Bouches-du-Rhône

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique notamment son article 2 et l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 pris pour son application ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La délibération n° HN 001-8065/20 CM du 09 juillet 2020 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2005-260 du 23 mars 2005 relatif au Comité régional de l'habitat et modifiant le Code de la construction et de l'habitation ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône n° 2005-219 du 23 mars 2005 créant le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement des Bouches-du-Rhône.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est substituée aux EPCI fusionnés depuis le 1er janvier 2016 dans leurs droits et obligations ;
- Que la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est membre du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement des Bouches-du-Rhône ;

- Qu'il y a lieu, de désigner le représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du premier collège « représentants des collectivités territoriales et leurs groupements » du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement des Bouches-du-Rhône ;

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Frédéric Guinieri est désigné pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du premier collège « représentants des collectivités territoriales et leurs groupements » du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 2 novembre 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/272/CM

Approbation de l'avenant n° 2 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 15 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L. 311-6, D. 311-11-1 et D. 311-11-2 relatifs aux modalités d'approbation et de publication des Cahiers des Charges de Cession de Terrains (CCCT) à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et plus particulièrement les articles L. 411-2 et R. 411-2 relatifs aux clauses types à insérer dans les Cahiers des Charges de cession de biens acquis par voie d'expropriation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, l'Aménagement et du Numérique ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 3 mai 1990 approuvant le CCCT du lot 15, modifié par l'avenant n° 1 approuvé par arrêté n° 133/12 du Président du SAN Ouest Provence du 5 novembre 2012 ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;

- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Istres ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/121/CM du 17 juillet 2020 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone (réfection des voiries, mise en place de réseaux d'eau potable, réalisation de réseaux d'assainissement pluvial et eaux usées,..) ;
- Que l'arrêté préfectoral du 3 mai 1990 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot 15, modifié par l'avenant n° 1 approuvé par arrêté n° 133/12 du Président du SAN Ouest Provence du 5 novembre 2012 ;
- La demande du propriétaire du lot qui souhaite l'autorisation d'édifier un toit terrasse, nécessitant d'adapter l'avant dernier alinéa de l'article III du Cahier des Charges de Cession du Terrain précité ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession du Terrain de cette opération sont compatibles avec le PLU.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 du CCCT du lot 15, tel qu'il est annexé au présent arrêté, modifiant l'avant dernier alinéa de l'article III (Prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) ayant trait aux couvertures et pentes du Cahier des Charges de Cession du Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession du Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- au Pharo à Marseille, siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

- à la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

Article 4 :

Le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot 15 situé dans la ZAC du Ranquet à Istres est consultable :

- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- à la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

Arrêté n° 20/273/CM

Approbation de l'avenant n° 2 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 11 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L. 311-6, D. 311-11-1 et D. 311-11-2 relatifs aux modalités d'approbation et de publication des Cahiers des Charges de Cession de Terrains (CCCT) à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et plus particulièrement les articles L. 411-2 et R. 411-2 relatifs aux clauses types à insérer dans les Cahiers des Charges de cession de biens acquis par voie d'expropriation ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, l'Aménagement et du Numérique ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 5 mars 1993 approuvant le CCCT du lot n° 11, modifié par l'avenant n° 1 approuvé par arrêté n° 135/12 du Président du SAN Ouest Provence du 5 novembre 2012 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Istres ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/121/CM du 17 juillet 2020 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone (réfection des voiries, mise en place de réseaux d'eau potable, réalisation de réseaux d'assainissement pluvial et eaux usées...) ;
- Que l'arrêté préfectoral du 5 mars 1993 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot n° 11, modifié par l'avenant n° 1 approuvé par arrêté n° 135/12 du Président du SAN Ouest Provence du 5 novembre 2012 ;
- La demande du propriétaire du lot qui souhaite l'autorisation d'édifier un toit terrasse, nécessitant d'adapter l'avant dernier alinéa de l'article III du Cahier des Charges de Cession du Terrain précité ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession du Terrain de cette opération sont compatibles avec le Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 du CCCT du lot n° 11, tel qu'il est annexé au présent arrêté, modifiant l'avant dernier alinéa de l'article III (prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) ayant trait aux couvertures et pentes du Cahier des Charges de Cession du Terrain de ce même lot.

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

Article 2 :

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession du Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, inscrit au registre des arrêtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera affiché durant un mois :

- au Pharo à Marseille, siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- à la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

Article 4 :

Le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot n° 11 situé dans la ZAC du Ranquet à Istres est consultable :

- à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, allée de la Passe-Pierre, Trigance 4 à Istres,
- à la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Mairie d'Istres, Esplanade Bernardin Laugier – 13800 Istres.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 16 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

Arrêté n° 20/275/CM

Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'administration du SDIS des Bouches-du-Rhône

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en vertu de l'article L. 1424-24-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les représentants des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au Conseil d'administration du SDIS sont élus par les présidents d'EPCI au scrutin proportionnel au plus fort reste parmi les membres des organes délibérants, les maires et les adjoints aux maires des communes membres ;
- Que les EPCI doivent être représentés par 6 représentants titulaires et 6 représentants suppléants ;
- Que compte tenu de la situation spécifique dans le département des Bouches-du-Rhône de la Métropole Aix-Marseille-Provence, seul EPCI disposant de la compétence incendie, celle-ci se retrouve seule électrice ;
- Qu'il revient ainsi à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de procéder à la désignation des 6 représentants titulaires et 6 représentants suppléants pour siéger au Conseil d'administration du SDIS des Bouches-du-Rhône.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'administration du SDIS des Bouches-du-Rhône, les élus suivants :

- Monsieur Patrick Boré, titulaire
- Madame Béatrice Chiavassa-Bonfillon, titulaire
- Monsieur Christian Nervi, titulaire
- Madame Christine Capdeville, titulaire
- Monsieur François Bernardini, titulaire
- Monsieur Laurent Belsola, titulaire
- Monsieur René-Francis Carpentier, suppléant
- Monsieur Olivier Frégeac, suppléant
- Monsieur Pascal Montécot, suppléant
- Monsieur Jean-Marie Léonardis, suppléant
- Monsieur Yves Vidal, suppléant
- Monsieur Gaby Charroux, suppléant.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Octobre 2020

Arrêté n° 20/276/CM

Arrêté fixant la composition de la Commission Locale de l'Amélioration de l'Habitat.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R.321-10 et R.321-10-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- La circulaire n°2004-73 UC/IUH du 23 décembre 2004 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence en matière d'aide au logement ;
- La circulaire n° 2005-48 UC/DUH du 29 juillet 2005 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence pour l'attribution des aides aux logements ;
- La circulaire n° 2007-07 UC/IUH du 22 janvier 2007 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence pour l'attribution des aides aux logements ;
- La circulaire du 24 mars 2011 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence des aides à la pierre ;
- La délibération n° HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°DEVT 0001-672/16/CM du 30 juin 2016 engageant la démarche d'élaboration du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;
- La délibération N°008-1843/17/CM du 30 mars 2017, de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant les conventions de délégation des aides à la pierre ;

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Novembre 2020

- La délibération n° 010-1845/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant constitution de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°19/112/CM du 17 juin 2019 fixant la composition de la CLAH

CONSIDÉRANT

- Que par délibération 010-1845/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, a été créée la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'en application des dispositions de l'article R.321-10 du Code de la Construction et de l'Habitation, il appartient à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de désigner les membres de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat. ;
- Que l'arrêté du 17 juin 2019 susmentionné précise que le mandat des membres de la CLAH prendra fin au renouvellement du Conseil Métropolitain.

ARRETE

Article 1 :

La Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composée des membres suivants :

a) La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant Monsieur Frédéric GUINIERI en qualité de XVIIIème vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué au Logement, à l'Habitat et à la Lutte contre l'Habitat Indigne, qui assure la présidence de la CLAH,

b) Le Préfet des Bouches-du-Rhône, Délégué de l'Agence Nationale de l'Habitat dans le département, ou son représentant,

c) En qualité de représentants des propriétaires :

TITULAIRE : Madame Catherine BLANC TARDY, SYNDEC

TITULAIRE : Monsieur Jean-Marie VIAL, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13

Suppléant : Monsieur Julien PADOVANI, SYNDEC

Suppléant : Monsieur Auguste LAFON, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13 ;

d) En qualité de représentants des locataires :

TITULAIRE : Madame Chérifa LAIDANI, Consommation Logement Cadre de Vie, CLCV

TITULAIRE : Monsieur Jean Pierre BABILOT, Confédération Nationale du Logement, CNL

Suppléant : Monsieur Serge CONSOLINO, Consommation Logement Cadre de Vie, CLCV

Suppléant : Monsieur Jean Paul GUILBERT, Confédération Nationale du logement, CNL

e) En qualité de personnes qualifiées pour leurs compétences dans le domaine du logement :

TITULAIRE : Monsieur Thierry MOALLIC, Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches du Rhône (ADIL13)

TITULAIRE : Madame Stéphanie EGRON, Agence Régionale de la Santé, ARS

TITULAIRE : Monsieur Cyril CARTAGENA, Union des syndicats de l'immobilier, UNIS

TITULAIRE : Monsieur Didier BERTRAND, Fédération Nationale de l'Immobilier, FNAIM

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Novembre 2020

Suppléant : Hana BENCHABANE, Agence Départementale d'Information sur le Logement des bouches du Rhône (ADIL13)

Suppléant : Claude ANTON, Agence Régionale de Santé, ARS

Suppléant : Monsieur Nicolas RASTIT, Union des syndicats de l'immobilier, UNIS

Suppléant : Madame Laurence PONT de Fédération Nationale de l'Immobilier, FNAIM

f) En qualité de personnes qualifiées pour leurs compétences dans le domaine du social :

TITULAIRE : Monsieur Florent HOUDMON, Fondation Abbé Pierre

TITULAIRE : M. Laurent TALLANDIER, ADAï 13

TITULAIRE : Madame Florence LLUCIA, Association Méditerranée Pour l'Insertion par le Logement, AMPIL

Suppléant : Madame Aude LEVEQUE, Fondation Abbé Pierre

Suppléant : Laurie-Anne MORDELET, ADAï 13:

Suppléant : Madame Bettina BENEVENTI, Association Méditerranée Pour l'Insertion par le Logement, AMPIL

g) En qualité de représentants des Associés Collecteurs de l'Union Economique Sociale du Logement :

TITULAIRE : Madame Sophie MARCHETTINI, Action Logement

Suppléant : Monsieur Yannick BEAUDOUX, Action Logement

Sur proposition de la Présidente ou de son représentant, toute personne utile à la connaissance et l'avancement des projets pourra être invitée à participer à la CLAH, en qualité d'expert, et notamment :

- Un élu par Conseil de Territoire,
- Les opérateurs ayant préparé des demandes de financement sur les territoires des Conseils de Territoire concernés.

Article 2 :

Le mandat des membres de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat prendra fin au renouvellement du Conseil de la Métropole.

Article 3:

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis au service du contrôle de légalité,
- Publié au recueil des actes administratifs,
- Affiché au siège de la Métropole,
- Notifié aux intéressés.

Ampliation, du présent acte, sera adressée à Monsieur le Préfet, Délégué local de l'Agence Nationale de l'Habitat dans le département.

Fait à Marseille, le 3 novembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Novembre 2020

Arrêté n° 20/277/CM

Délégation de fonction de Monsieur Roland Giberti, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, en matière de gestion des parkings du Conseil de Territoire Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 001-001/20/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux Vice-présidents ;
- Que Monsieur Roland Giberti est vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en sa qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Novembre 2020

ARRETE

Article 1 :

Délégation de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Roland Giberti, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en qui concerne la gestion des parkings du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Article 2 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 1, Monsieur Roland Giberti reçoit délégation de signature des délibérations approuvées par le Conseil de Métropole et du Bureau de la Métropole ainsi que des décisions relevant du champ de la présente délégation et la signature des actes afférents dont notamment les conventions d'amodiation.

Article 3 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Le présent arrêté prend effet à sa date de publication.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 6 novembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Novembre 2020

Arrêté n° 20/278/CM

**Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières -
Procédure de modification simplifiée n° 2**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre les Conseils de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° HN 006-8078/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 déléguant au Conseil de Territoire du Pays Salonais, jusqu'au 31 décembre 2020, l'exercice des compétences relatives notamment au Plan Local d'Urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu ;
- Le courrier de la Commune d'Eyguières du 6 août 2020 sollicitant la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Novembre 2020

- La délibération n° 61/20 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020 sollicitant l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'examen de l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières et, sous réserve de l'engagement de cette procédure, définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- La délibération n° URBA 006-8677/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières ;
- Le Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la Commune d'Eyguières.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'adapter les articles du règlement en zone urbaine (U) du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières, au profit des équipements d'intérêt général ou collectif ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la Commune d'Eyguières du 6 août 2020, le Conseil de Territoire du Pays Salonais, par délibération du 15 octobre 2020, a sollicité l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'examen de l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières et, sous réserve de l'engagement de cette procédure, a défini les modalités de la mise à disposition du public ;
- Que le Conseil de la Métropole, par délibération du 15 octobre 2020, a sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2 du Plan local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières.

Article 2 :

La modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières va permettre d'adapter les articles du règlement en zone urbaine (U) du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières, au profit des équipements d'intérêt général ou collectif ;

Conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification sera notifié aux Personnes Publiques Associées ;

Les modalités de la mise à disposition au public, telles que définies par la délibération du Conseil de Territoire du 15 octobre 2020, seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 3 :

Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 novembre 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/279/CM

Arrêté portant abrogation de l'arrêté n°20/264/CM du 13 octobre 2020 et report de l'enquête publique relative au projet de Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2020-2030

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports, et notamment les articles L 1231-1 et suivants, L. 1214-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment les articles L 123-1 et suivants, R. 123-1 et suivants
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 001-3239/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant Approbation de l'engagement de l'Élaboration du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 001-7839/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant bilan de la concertation du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU) ;
- La délibération n° TRA 002-7840/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant arrêt du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU) ;
- Les avis des personnes publiques associées recueillis entre les 17 février 2020 et le 28 août 2020 ;

- L'avis de l'autorité environnementale du 14 mai 2020 ;
- La décision du Tribunal Administratif de Marseille n°E20000042/13 du 24 juillet 2020 portant désignation de la commission d'enquête.
- L'arrêté n° 20/264/CM du 13 octobre 2020 portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative au projet de Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2020-2030, du 4 novembre 2020 au 10 décembre 2020 ;
- Le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire.
- L'allocution présidentielle du 28 octobre 2020 annonçant un confinement général sur l'ensemble du territoire à compter du jeudi 29 octobre 2020 à 21h, interdisant de fait les déplacements et rassemblements.

CONSIDÉRANT

- Que la limitation des déplacements de la population et les mesures prises par les autorités compétentes en vue d'imposer le confinement de celle-ci, pour des raisons sanitaires et d'intérêt général, ne permettent plus la tenue des permanences programmées de la commission d'enquête désignée et l'accès du public aux lieux de déroulement de l'enquête publique, dans lesquels sont placés les registres et les pièces du dossier d'enquête publique ;
- Que les circonstances exceptionnelles liées à la lutte contre la propagation de l'épidémie de la Covid 19 impliquent des mesures de limitation des déplacements, et des rassemblements, et nécessitent de prendre des dispositions compatibles avec cette situation
- Que l'enquête publique liée au Plan de Déplacement Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se dérouler dans des conditions permettant l'expression la plus large possible de la population ;
- Qu'il convient de préserver la possibilité ultérieure pour la population de prendre connaissance, dans les meilleures conditions des pièces du dossier d'enquête, d'échanger avec la commission d'enquête et de s'exprimer par tous les moyens mis à sa disposition ; afin de préserver la possibilité ultérieure pour les citoyens de s'exprimer sereinement sur des questions de mobilité susceptibles de les concerner.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 20/264/CM du 13 octobre 2020 portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative au projet de Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2020-2030 est abrogé.

Article 2 :

L'enquête publique portant sur le projet de Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la période 2020-2030, qui devait se dérouler sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du 4 novembre 2020 au 10 décembre 2020, est reportée à une date ultérieure.

Article 3 :

Ladite enquête publique sera organisée lorsque les conditions sanitaires et les dispositions relatives aux déplacements de la population permettront l'information et l'expression appropriées des citoyens sur le projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2020-2030, et lorsque les conditions sanitaires permettront d'organiser des échanges utiles entre la commission d'enquête, les collectivités territoriales, et la population pendant une durée suffisante.

Article 4 :

1) Un avis faisant connaître le report de l'enquête publique sera publié par voie d'affiches apposées sur l'affiche présentant l'avis d'enquête publique durant toute la durée de l'enquête prévue initialement :

- Au tableau d'affichage habituel des mairies dans les 92 communes de la Métropole ainsi que dans les mairies de secteur de Marseille et les mairies annexes des communes en disposant ;
- Au tableau d'affichage habituel des sièges 6 Conseils de Territoires de la Métropole ;
- Au siège de l'enquête : Le Pharo, au 58 boulevard Charles-Livon ; BP 48014 -13567 Marseille Cedex 02.

L'affichage sera mis en œuvre par les soins des maires et des Présidents de conseils de territoires concernés qui adresseront à la Métropole un certificat d'affichage.

2) L'avis de report d'enquête publique sera également publié, par les soins de la Métropole en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse et du Var.

3) L'avis de report d'enquête sera également publié sur le registre numérique d'enquête publique. <https://www.registre-numerique.fr/plan-deplacements-urbains-metropole-amp> ; Ainsi que sur le site de la Métropole : <https://www.ampmetropole.fr/publications-legales-aix-marseille-provence-metropole>.

La publicité de l'avis d'information du public sera également portée à la connaissance du public par divers moyens de communication et d'information mis en œuvre par la Métropole et les communes.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Octobre 2020

Arrêté n° 20/280/CM

Désignation du représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du premier collège « représentants des collectivités territoriales et leurs groupements » du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code de Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique notamment son article 2 et l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 pris pour son application ;
- Le décret n° 2014-1369 du 14 novembre 2014 relatif aux compétences, à la composition et au fonctionnement des comités régionaux et des conseils départementaux de l'habitat et de l'hébergement ;
- Le décret n° 2005-260 du 23 mars 2005 relatif au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement et modifiant le Code de la construction et de l'habitation ;
- L'arrêté préfectoral du 7 février 2018 fixant la composition nominative du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement de Provence-Alpes-Côte-d'azur ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

- Que la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est membre de droit du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement ;
- Qu'il convient de désigner le représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du premier collège « représentants des collectivités territoriales et leurs groupements » du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement.

ARRÊTE

Article 1 :

Est désigné Monsieur Frédéric Guinieri pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du premier collège « représentants des collectivités territoriales et leurs groupements » du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 6 novembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Novembre 2020

DÉCISIONS

Décision n° 20/778/D

Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec l'INRAP pour la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive concernant la 2ème phase de requalification des espaces publics du centre-ville.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 20 septembre 2019 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre de la 2^{ème} phase du projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'opération globale de redynamisation «Ambition Centre-Ville», qui a pour objectif l'apaisement de l'hyper-centre à très court terme avec un partage de l'espace public en faveur des piétons.

Les objectifs de la requalification sont les suivants :

- Améliorer le fonctionnement urbain dans une perspective de centre-ville apaisé en réorganisant le dispositif des transports en commun et en assurant une continuité piétonne,

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

- Poursuivre la requalification des espaces publics du cœur historique de Marseille,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable,
- Définir une cohérence de traitement des espaces publics avec l'élaboration d'une charte de qualité urbaine du centre-ville de Marseille.

Ce projet a fait l'objet d'un phasage opérationnel :

La première phase de réalisation s'achèvera fin 2020 ; elle porte sur les secteurs suivants : Cours d'Estienne d'Orves, Cours Jean Ballard, Secteur Opéra, Place du Général de Gaulle, Canebière (partie basse), Place Gabriel Péri, rues des Fabres, Bir-Hakeim, Barbusse, Méry et Grand'Rue et Bonneterie.

La deuxième phase de réalisation à échéance fin 2021 portera sur les secteurs suivants : Lulli, Grignan, Haxo et Saint-Ferréol.

De par sa nature, ce projet d'aménagement entre dans le champ d'application du livre V du Code du Patrimoine relatif à l'archéologie.

Par arrêté du 20 septembre 2019, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi prescrit la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur une partie du périmètre de la 2^{ème} phase du projet, afin de vérifier le potentiel archéologique et la présence ou l'absence de vestiges sur l'emprise des aménagements devant être réalisés.

Le diagnostic porte sur des parcelles situées dans les secteurs Grignan, Haxo et Saint-Ferréol, qui représentent une surface totale à aménager de 36 400 m² et sur lesquelles sont prévues la plantation d'arbres et l'implantation de conteneurs enterrés.

Conformément à l'arrêté précité, le diagnostic archéologique sera réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

La convention relative à la réalisation du diagnostic archéologique sur l'emprise de la 2^{ème} phase du projet entre la Métropole et l'INRAP a été signée le 19 décembre 2019. Les délais d'intervention prévus dans la convention doivent aujourd'hui être prolongés dans le cadre d'un avenant.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant à la convention correspondante avec l'INRAP.

DECIDE

Article 1 :

D'approuver l'avenant à la convention ci-annexé avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise de la 2^{ème} phase du projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

Décision n° 20/794/D

Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini - Approbation de la procédure de l'appel à projets 2020-2021

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°REX 002-2325/10/CC du 1er octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole portant délégations de compétences à la Présidente de la Métropole ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du Territoire de Marseille-Provence attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de délégation de service public de l'eau potable attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n°14-33 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014 ;
- La convention de délégation de service public de l'assainissement attribuée à la SAUR par délibération n°14-34 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014 ;
- La convention de délégation de service public de l'eau potable sur la commune des Pennes-Mirabeau attribuée à la SAUR par délibération n° DEA 036-8020/19/CM du 19 décembre 2019 ;
- La convention de délégation de service public de l'eau sur la commune de Fos-sur-Mer attribuée à la SEERC par délibération n°TCM 001-8387/20/CM du 31 juillet 2020 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

- La convention de Délégation de service public de l'assainissement sur la commune de Fos-sur-Mer attribuée à la SEERC par délibération n°TCM 002-8388/20/CM du 31 juillet 2020.

PREAMBULE

Dans le cadre d'un programme de Solidarité et de Coopération internationale pour l'eau et l'assainissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses délégataires souhaitent soutenir des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement.

A ce titre, il est prévu un fonds constitué des contributions annuelles prévisionnelles suivantes :

Contrat de Délégation du Service Public de l'Eau du Conseil de Territoire Marseille Provence : 0,5 % des recettes HT de vente d'eau, soit environ 440 000 euros par an ;

Contrats de Délégation du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement de la commune de Vitrolles du Conseil de Territoire du Pays d'Aix : participations forfaitaires annuelles respectivement de 6 200 euros et 6 800 euros ;

Contrat de Délégation du Service Public de l'Eau de la commune des Pennes-Mirabeau du Conseil de Territoire du Pays d'Aix : 0,5 % des recettes HT de vente d'eau, soit environ 13 000 euros par an ;

Contrats de Délégation du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement de la commune de Fos-sur-Mer du Conseil de Territoire Ouest-Provence : 0,25% des recettes HT de vente d'eau, soit environ respectivement 11 750 euros et 13 750 euros.

Ces contributions, d'un montant global annuel prévisionnel de 491 500 euros, permettent de participer à la mise en œuvre de projets répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'engage par ailleurs à financer tous les dossiers retenus pour un montant de subvention équivalent à celui alloué par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ont créé dans ce cadre un guichet unique permettant aux associations de déposer un seul dossier de demande de subvention.

La procédure de l'appel à projets proposée « Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement » est définie ci-après :

Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation via le portail dématérialisé de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier administratif est complet, à partir des critères de sélection définis dans le dossier de consultation.

Les projets sélectionnés seront analysés par un jury composé d'élus, de représentants de l'administration et des délégataires. Les projets ainsi retenus seront présentés en Conseil de Métropole pour l'attribution de la subvention.

Chaque dossier reçoit une subvention maximale de 200 000 euros (parts Métropole et Agence de l'Eau). La part de la subvention ne pourra, par ailleurs, pas dépasser 80% du montant total des projets inférieurs ou égal à 50 000 euros et 60% du montant total des projets supérieurs à 50 000 euros.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la procédure de l'appel à projets « Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau » et le dossier de consultation ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la convention type d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur les budgets annexes eau et assainissement du Territoire de Marseille Provence respectivement en F170-6743 et F110-6743.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

Décision n° 20/806/D

Approbation de l'avenant 1 à la convention de cession à titre onéreux d'équipements billettiques conclue entre la Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées et la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés
- La délibération MOB 014-/8162/20/BM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 approuvant la convention avec le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées pour la cession d'équipements billettiques

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de remplacer son système billettique composé d'équipements VIX EBRIO+ afin d'harmoniser les systèmes au sein de ses réseaux de transport ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà cédé audit syndicat 20 pupitres DC6000 au tarif unitaire de 271€ HT et 15 autres gracieusement par délibération MOB 014/8162/20/BM en date du 31 juillet 2020 ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de céder titre gratuit une partie de ses équipements au Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées soit 130 (cent-trente) pupitres DC6000 ;
- Que le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées prendra en charge les frais de livraison vers leurs locaux ;

DECIDE

Article 1 :

D'approuver l'avenant 1 à la convention de cession à titre gratuit d'équipements billettiques ci-annexé à la présente décision.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de cette présente décision

Fait à Marseille, le 16 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/807/D

Approbation de l'avenant 1 à la convention de cession à titre gratuit d'équipements billettiques conclue entre la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée et la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération MOB 013-8161/20/BM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 approuvant la convention avec la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée pour la cession d'équipements billettiques ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de remplacer son système billettique composé d'équipements VIX EBRIO+ afin d'harmoniser les systèmes au sein de ses réseaux de transport ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà cédé à la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée 40 pupitres TP5700 au tarif unitaire de 394 euros HT par délibération MOB 013/8161/20/BM du 31 juillet 2020 ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de céder à titre gratuit une partie de ses équipements à la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée soit 38 (trente-huit) pupitres TP5700 ;
- Que la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée prendra en charge les frais de livraison vers leurs locaux

DECIDE

Article 1 :

D'approuver l'avenant 1 à la convention de cession à titre gratuit d'équipements billettiques ci-annexé à la présente décision.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de la présente décision

Fait à Marseille, le 16 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/813/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM du volume numéro un dépendant d' un ensemble immobilier situé 8, 10, 12 et 14 rue Montbrion à Marseille 2ème arrondissement cadastré 808 D 96, 97, 98 et 99 appartenant à la SCI CARNOT.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM, du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 202 20 M 0199 reçue en mairie de Marseille le 5 août 2020, portant aliénation du volume numéro un dépendant d' un ensemble immobilier situé à Marseille 2^{ème} arrondissement, 8, 10,12 et 14 rue Montbrion, sur des parcelles cadastrées 808 D 96, 97, 98 et 99 et appartenant à la SCI Carnot.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que par effet de la délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain ou le Droit de Préemption Urbain Renforcé à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la ville de Marseille, au titre desquelles tout concessionnaire d'une opération d'aménagement ;
- Que ce bien entre dans le champ d'intervention de l'opération de renouvellement urbain Grand Centre-ville conduite dans le cadre de la concession d'aménagement du même nom confiée à la SOLEAM ;
- Que l'opération Grand Centre-ville doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain des pôles d'intervention ciblés avec pour objectifs de produire 1400 logements après restructuration lourde ou restauration, de réaliser environ 20 000m² de locaux d'activités ou d'équipements, de requalifier environ 50 000m² d'espaces publics en lien avec les pôles de projet ;
- Que ce bien relève plus précisément du pôle Folies Bergères de l'opération Grand Centre-ville ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien répond aux objectifs de l'opération Grand Centre-ville en matière de production de locaux d'activité et de dynamisation du centre-ville.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la pleine propriété du volume numéro un dépendant d'un ensemble immobilier sis sur les parcelles cadastrées 808 D 96, 97, 98 et 99 d'une contenance cadastrale totale de 581 m², situé 8, 10 12 et 14 rue Montbrion à Marseille 2^{ème} arrondissement appartenant à la SCI Carnot.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/822/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la commune de La Ciotat d'un terrain et d'une construction sis Le Val Tendre 13600 La Ciotat portant sur la fraction de la parcelle cadastrée BZ 799 située en zone UEC1 au PLUi, appartenant aux consorts Condomines Kocour, Mavrogordato et Madame Rastelli

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants et L 300 -1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Les délibérations URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération URB 021-7916/CM du 19 décembre 2019 déléguant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération URB001-7993/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Ciotat le 5 Août 2020, enregistrée sous le numéro IA 013 028 20 M0318 portant aliénation d'un terrain d'une superficie totale de 11 130 m² comprenant une construction démontable à usage de jardinerie, d'une superficie utile de 150 m², sis Le Val Tendre à la Ciotat, à détacher de la parcelle cadastrée BZ 799, appartenant aux Consorts Condomines Kocour, Mavrogordato et Madame Rastelli ;
- Le courrier de la commune de La Ciotat du 1^{er} septembre 2020 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence afin que lui soit délégué le droit de préemption urbain ;
- La décision n°20/759/D laquelle prévoyait par erreur une délégation sur l'ensemble du détachement.

CONSIDÉRANT

- Qu'une fraction de la parcelle cadastrée BZ 0799 est située en zone UEc1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire de Marseille Provence dont fait partie la commune de La Ciotat, et que cette parcelle et la parcelle cadastrée BZ 802 objet du projet de vente, sont à cheval sur des zones A2 et Nh ;
- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé ;
- Qu'afin de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L 211-2 et L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 021-7916/CM du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation sur la commune de la Ciotat, soit un terrain d'une superficie totale de 11 130 m² à détacher notamment de la parcelle cadastrée BZ 0799 dont une fraction est classée en zone UEC1 du PLUi sur lequel est édifiée une construction démontable à usage de jardinerie d'une surface utile de 150 m² sis Le Val Tendre ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, mais pourrait permettre la réalisation d'un parc de stationnement public, situé à proximité de la voie douce, à destination des agents municipaux pour moitié.

DECIDE

Article 1 :

La décision n° 20/759/D du 24 septembre 2020, laquelle est abrogée.

Article 2 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de La Ciotat pour la fraction de la parcelle cadastrée BZ 0799 située en zone UEC1 du PLUi ; la DIA portant sur un terrain d'une superficie totale de 11 130 m² sur lequel est édifiée une construction démontable à usage de jardinerie d'une superficie utile de 150 m² sis le Val Tendre et appartenant aux Consorts Condomines Kocour, Mavrogordato et Madame Rastelli.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

Décision n° 20/823/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de La Ciotat de biens et droits immobiliers sis 11 place Evariste Gras 13600 La Ciotat cadastrés AE 23 appartenant à Monsieur Lintilhac et Madame Deyglun veuve Le Mehaute.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1, L 211-1 et suivants, L213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°1 du 16 novembre 2015 – Politique de la Ville – Adhésion à la convention foncière entre la Ville, l'EPF PACA et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur le périmètre du centre ancien ;
- Les délibérations URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération URB 021-7916/CM du 19 décembre 2019 déléguant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération URB001-7993/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente ;

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Ciotat le 10 août 2020, enregistrée sous le numéro IA 013028 20 M0334 portant aliénation de biens et droits immobiliers, d'une superficie utile de 70,86 m², sis 11 place Evariste Gras à La Ciotat (13600) cadastrés AE 23, appartenant à Monsieur Lintilhac et Madame Deyglun veuve Le Mehaute ;
- Le courrier de la commune de La Ciotat du 23 septembre 2020 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence afin que lui soit délégué le droit de préemption urbain renforcé.

CONSIDÉRANT

- Que le bien est situé en zone UBP du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire de Marseille Provence dont fait partie la commune de La Ciotat.
- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L 211-2 et L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 021-7916/CM du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption.
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation sur la commune de La Ciotat, soit des biens et droits immobiliers consistant en un local d'activité d'une superficie de 70,86 m² (lot n°10) et une cave (lot n°7) cadastré AE 23, situé 11 place Evariste Gras 13600 La Ciotat, permettrait la mise en œuvre du projet global de réaménagement et de redynamisation du centre ancien par la commune, notamment dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle relative à la requalification de la place Evariste Gras autour du projet des « Halles Lumière » et de la Maison des Associations.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de La Ciotat pour l'acquisition des biens et droits immobiliers lot n°10 (local d'activité) d'une superficie de 70,86 m² et lot n°7 (cave) sis 11 place Evariste Gras 13600 La Ciotat cadastrés AE 23 et appartenant Monsieur Lintilhac et Madame Deyglun veuve Le Mehaute ;

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Octobre 2020

Décision n° 20/824/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Vitrolles pour l'acquisition de la parcelle cadastrée BN 92 lot 1 située Rue de l'Eglise à Vitrolles (13127)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°87-257 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 27 juillet 1987 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n°90-44 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 22 février 1990 renforçant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n°14-03 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 30 janvier 2014 confirmant le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur l'ensemble des zones U et ses déclinaisons ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°1311720M0384 reçue en mairie de Vitrolles le 22 septembre 2020 portant aliénation de la parcelle cadastrée BN 92 lot 1 située Rue de l'Eglise à Vitrolles (13127) ;
- La demande de délégation du droit de préemption urbain de la commune de Vitrolles reçue à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 1 octobre 2020.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en l'espèce le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que cette parcelle se situe dans un périmètre présentant un intérêt particulier pour la commune de Vitrolles.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Vitrolles pour l'acquisition de la parcelle cadastrée BN 92 lot 1 située Rue de l'Eglise à Vitrolles (13127).

Article 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

Décision n° 20/825/D

Erreur Matérielle- Décision 20/127/D relative à la signature d'un bail commercial dans l'immeuble situé aux Docks 10.8 sis 10 place de la joliette à Marseille 13002

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- L'arrêté 20/216/CM du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Christian Amiraty, 2ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de patrimoine et politique immobilière ;
- La décision n°20/127/D portant sur la signature d'un bail commercial avec la société Constructa pour des locaux situés aux Docks 10.8 10 place de la Joliette à Marseille (13002) ;
- La décision n°20/546/D portant sur l'avenant n°1 au bail commercial avec la société Constructa pour des locaux situés aux Docks 10.8 10 place de la Joliette à Marseille (13002).

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris à bail du 20 février 2020 des bureaux d'une superficie totale de 2633,2m² et 13 emplacements de stationnement au sein de l'immeuble Les Docks 10.8 sis 10 place de la Joliette à Marseille (13002) ;
- Que la décision n°20/127/D contient une erreur matérielle concernant l'imputation budgétaire ;
- Que les crédits nécessaires doivent être inscrits au budget annexe de l'eau du CT1 – F170 – 6132, 614, 275

DECIDE

Article 1 :

L'article 2 de la décision 20/127/D est remplacé par les termes suivants :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau du CT1 – F170 – 6132, 614, 275.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/826/D

Approbation de la convention de cession à titre gratuit d'équipements billettiques conclue entre les Transports en Commun d'Agglomération Troyenne et la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés.

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de remplacer son système billettique composé de palettes de valideurs afin d'harmoniser les systèmes au sein de ses réseaux de transport ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de céder à titre gratuit une partie de ses équipements aux Transports en Commun d'Agglomération Troyenne soit 1 palette de 80 valideurs ;
- Que les Transports en Commun d'Agglomération Troyenne prendront en charge les frais de livraison vers leurs locaux.

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention de cession à titre gratuit d'équipements billettiques ci-annexée à la présente décision.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 novembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/829/D

Exercice du droit de priorité d'un bien situé 63 boulevard National à Marseille 1er arrondissement appartenant à la SNCF

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L240-1 à 240-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du Préfet des bouches du Rhône en date du 5 avril 2016 portant renouvellement et extension de la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le périmètre Façade Maritime Nord et désignant la Ville de Marseille comme titulaire du droit de préemption ;
- Le droit de priorité enregistré sous le n° 1A 13201 20M 241 reçu en mairie le 17 août 2020 par lequel la société YXIME, gestionnaire du patrimoine foncier et immobilier de la SNCF, propose l'aliénation d'un bien immobilier appartenant à la SA SNCF Voyageurs sis 63 boulevard National, cadastré 805 A 0006 d'une superficie au sol de 229 m² moyennant la somme de 320 000 euros,
- Les courriers d'information à la Région et au Département n° 1A1591538803 7 et n° 1A15915388044 notifiés le 18 août 2020.
- La décision de délégation n°20/379 du 30 septembre 2020 par laquelle, la Ville de Marseille délègue le droit de priorité à la Métropole Aix-Marseille Provence concernant le bien immobilier situé 63, boulevard National, Marseille 1er arrondissement et cadastré quartier Saint Charles (805) section A n°6.

CONSIDERANT

- Que le secteur de la « lentille » au sein de l'opération « Quartiers Libres » est un site stratégique à l'articulation de la Gare et intégré au périmètre du Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) ;
- Que cet immeuble est situé sur des emprises destinées à de l'espace public lié à la future gare métropolitaine,
- Que cet immeuble fait l'objet d'une vacance totale,
- Que la maîtrise foncière de ce bien permettra à titre transitoire de répondre aux objectifs de l'action 3 du PPA : « Construire une stratégie pour le relogement et l'hébergement temporaire ».

DECIDE

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce son droit de priorité pour l'acquisition du bien ci-dessous désigné, situé dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Marseille :

- Cadastre : 805 A 0006
- Superficie au sol : 229 m²
- Surface de plancher : 589 m²
- Situation : 63 Boulevard National
- Désignation : Parcelle de terrain bâtie
- Propriété : SNCF Voyageurs
- Prix de vente : 320 000 HT
- Objet du droit de priorité : Réalisation d'espaces publics liés à la future gare métropolitaine et création d'une offre de relogement temporaire à titre transitoire (le temps de la réalisation du parvis de la gare).

Article 2 :

La décision d'acquérir la parcelle de terrain ci-dessus désignée sera notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au propriétaire : la SA SNCF Voyageurs, à la société YXIME, gestionnaire du patrimoine de la SNCF, et à la Direction Régionale des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Le propriétaire du bien visé ci-dessus considèrera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié et le prix sera payé dans les conditions fixées par le Code de l'Urbanisme.

Article 4 :

Maître Mathieu Durand, notaire à Marseille, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Octobre 2020

inscrits au budget 2020 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence -opération 2016102500 – sous politique C130.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Octobre 2020

Décision n° 20/830/D

Bail dérogatoire avec la société Alphenyx pour l'occupation d'une cave dans le bâtiment B Luminy Biotech

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision 20/732 relative au bail dérogatoire avec la société Alphenyx pour l'occupation des caves dans le bâtiment B Luminy Biotech.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Luminy Biotech au sein du parc scientifique de Luminy sis 163 Avenue de Luminy, 13288 Marseille cedex 09 ;
- Que la société Alphenyx a fait part de sa volonté d'occuper la cave B1 ;
- Que la signature d'un bail dérogatoire de 3 ans pour un loyer annuel de 740 euros HT HC permettrait de répondre à la demande de l'entreprise ;

- Que la société s'engage à verser un dépôt de garantie d'un montant de 185 euros ;
- Que dans le cas où les négociations avec l'entreprise seraient menées à leur terme, le bail prendrait effet à compter de la date de sa signature pour une durée de 3 ans ;
- Que la décision 20/732 est abrogée puisque dans celle-ci la Société Alphenyx prenait à bail plusieurs caves.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail dérogatoire de 3 ans avec la société Alphenyx pour l'utilisation de la cave B1 sis à Luminy Biotech – Parc scientifique de Luminy – 163 Avenue de Luminy – 13288 Marseille cedex 09.

Article 2 :

Le montant du loyer à payer par l'entreprise sera fixé à 740 euros HT HC annuel.
Le montant du dépôt de garantie sera fixé à 185 euros.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées à l'Etat Spécial Territoire CT1: Loyer - Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 68.

Dépôt de garantie, en budget Métropole : B 330-Service 900 000 – nature 165 - fonction 20.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/831/D

Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) pour l'acquisition des parcelles cadastrées AM 536 et 538 sises lieu-dit La Charbonniere aux Pennes Mirabeau (13170)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 271x12 du Conseil Municipal de la commune des Pennes Mirabeau du 4 septembre 2012 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n° 272x12 du Conseil Municipal de la commune des Pennes Mirabeau du 4 septembre 2012 instituant le droit de préemption urbain renforcé sur la commune ;
- La demande d'acquisition d'un bien reçue en mairie des Pennes Mirabeau le 29 septembre 2020 portant demande d'acquisition d'un bien pour les parcelles cadastrées AM 536 et 538 sis La Charbonnière 13170 Les Pennes Mirabeau.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que la mission foncière est confiée par convention d'intervention foncière à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Que les parcelles proposées à l'aliénation sont situées dans le secteur de l'opération d'aménagement « Quartier de Gare » d'intérêt métropolitain, visant à réaliser un espace de développement stratégique à proximité du futur pôle d'échange de Plan de campagne.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition des parcelles cadastrées AM 536 et 538 sises La Charbonnière 13170 Les Pennes Mirabeau.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

Décision n° 20/832/D

Ajustement mineur 1 au protocole de préfiguration du nouveau programme national de renouvellement urbain de 9 quartiers d'intérêt national et de 5 quartiers d'intérêt régional situés sur la commune de Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté du 4 juillet 2018 du Ministère de la Cohésion des Territoires, portant approbation du Règlement Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine relatif au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain et notamment l'article 8.2 du titre II dudit Règlement, relatif à « la modification des projets » ;
- La délibération DEVT 001-2799/17/CM du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de 9 quartiers d'intérêt national et de 5 quartiers d'intérêt régional situés sur la commune de Marseille, et notamment l'article 13.7 dudit protocole, relatif à la Clause de renégociation du protocole et modification du protocole ;
- La délibération DEVT 013-7963/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation de la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée, depuis plusieurs années, dans la préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur les 21 quartiers éligibles que compte son territoire, et notamment sur les 14 situés sur la commune de Marseille, au travers des moyens d'études inscrits au protocole de préfiguration visé ;
- Que les incertitudes qui ont pesé, pendant toute l'année 2019, sur le devenir du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine et sur les modalités de reprises de ses activités, ont eu pour conséquence de retarder la réalisation des engagements financiers inscrits audit protocole, les demandes de subvention au bénéfice du GIP MRU ayant vu leur instruction suspendue jusqu'à la stabilisation, en fin d'exercice 2019 ;
- Que la mise en œuvre financière du protocole, compte tenu de ces évolutions, nécessite des ajustements du cadre contractuel, notamment pour une mission d'ingénierie confiée au GIP MRU, dont le calendrier de réalisation inscrit au contrat doit être prolongé par décision d'ajustement simplifié avant le 30 juin 2021, date actuelle de sa caducité.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'ajustement mineur n°1 au protocole de préfiguration relatif du nouveau programme national de renouvellement urbain de neuf quartiers d'intérêt national et de cinq quartiers d'intérêt régional situés sur la commune de Marseille ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente, ou son représentant, est autorisé à signer cet ajustement mineur n°1, par voie électronique comme prévu dans le cadre du dispositif national.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

Décision n° 20/833/D

Ajustement mineur n°1 à la convention cadre pluriannuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002/8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 4 juillet 2018 du Ministère de la Cohésion des Territoires, portant approbation du Règlement Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbain relatif au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain et notamment l'article 8.2 du titre II dudit Règlement, relatif à « la modification des projets » ;
- La délibération DEVT 008-6961/19/BM du 24 octobre 2019 portant approbation d'une convention pluri-annuelle cadre de renouvellement urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole est engagée, depuis plusieurs années, dans la préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur les 21 quartiers éligibles que compte son territoire ;
- Que l'ampleur des enjeux et des moyens nécessaires pour y répondre a justifié la mise en œuvre d'un dispositif contractuel ad hoc, « la convention cadre pluriannuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence » signée par voie électronique le 13 février 2020,

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2020

permettant notamment de réserver une enveloppe globale de concours financiers nationaux (subventions et prêts bonifiés) pour le financement des opérations de reconstitution de l'offre locative sociale démolie, puis d'affecter par ajustement mineur au contrat ces crédits aux maîtres d'ouvrage concernés, au fur et à mesure de l'identification des opérations bénéficiaires, selon les critères et modalités définis à l'article 4.3 de ladite convention ;

- Que plusieurs opérations répondant à ces critères ont pu, au sein de la programmation neuve de logement sociaux 2020, être identifiés en accord avec les maitres d'ouvrage concernés, et doivent être intégrés par ajustement mineur au contrat pour que lesdits maitres d'ouvrages puissent solliciter et obtenir les concours financiers correspondants ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'ajustement mineur n°1 à la convention cadre pluriannuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente, ou son représentant, est autorisé à signer cet ajustement mineur n°1, par voie électronique comme prévu dans le cadre du dispositif national.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/834/D

Bail Dérogatoire avec la société OZ Biosciences pour l'occupation d'une cave dans le bâtiment C Luminy Biotech

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 Juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Luminy Biotech au sein du parc scientifique de Luminy sis 163 Avenue de Luminy, 13288 Marseille cedex 09 ;
- Que la société Oz Biosciences, représentée par Monsieur Olivier Zelphati, a signé une convention d'occupation temporaire du 15 octobre 2019 pour l'occupation de la cave C4 ;
- Que la convention initiale est arrivée à terme le 15 octobre 2020 ;
- Que la signature d'un bail dérogatoire de 3 ans pour un loyer annuel de 490, 20 euros HT permettrait à l'entreprise de maintenir son occupation ;

- Que dans le cas où les négociations avec l'entreprise seraient menées à leur terme, le bail prendrait effet à compter de la date de signature par les deux parties pour une durée de 3 ans.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail dérogatoire de 3 ans avec la société Obiosciences pour l'utilisation de la cave C4 sis à Luminy Biotech – Parc scientifique de Luminy – 163 Avenue de Luminy – 13288 Marseille cedex 09.

Article 2 :

Le montant du loyer à payer par l'entreprise sera fixé à 490,20 euros HT annuel.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées à l'Etat Spécial Territoire CT1 : Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 64 chapitre 75.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 novembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/835/D

Retrait de la décision n° 20/594/D - Exercice du droit de préemption urbain sur les biens et droits immobiliers cadastrés section CO N° 111, 11 avenue Adam de Craponne sur la commune d'Istres appartenant à Madame Mireille André épouse Toscano

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.210-1, L.211-2, L.213-1, L.300-1 et suivants, R.213-14, R.213-15 ;
- Le Code des relations entre le Public et l'Administration ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations n° 125/13 du 11 avril 2013, n° 261/13 du 25 juillet 2013 et n° 274/16 du 18 octobre 2016 du Conseil Municipal de la commune d'Istres par lesquelles la commune a institué le droit de préemption urbain sur son territoire et en a délimité le périmètre ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 047 20 M144 reçue en mairie d'Istres le 25 février 2020 relative à la vente d'un bâti sur terrain propre, d'une superficie de 1 308 m², comprenant une maison d'habitation, d'une surface utile ou habitable d'environ 120 m², élevée de deux étages sur rez-de-chaussée édifiée sur un terrain attenant en nature de jardin d'agrément avec garage double non attenant, cuisine d'été et cave en sous-sol, cadastré section CO sous le numéro 111, situé à Istres, 11 avenue Adam de Craponne, appartenant à Madame Mireille André épouse Toscano, classé en zone UCb du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres, pour un prix de quatre cent cinquante mille euros hors droits ou taxes dont dix-huit mille euros de mobilier ;
- L'avis de valeur vénale établie par la Direction Immobilière de l'Etat ;
- La visite du bien effectuée le 3 juillet 2020 conformément aux dispositions des articles L. 213-2, D. 213-13-2 et D. 213-13-3 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Novembre 2020

- Les dispositions de l'article I 242-1 du Code des relations entre le public et l'administration ;
- La décision 20/594/D du 3 juillet 2020 d'exercice du Droit de Préemption Urbain sur l'immeuble bâti comprenant une maison d'habitation, d'une surface utile ou habitable d'environ 120 m², élevée de deux étages sur rez-de-chaussée édifiée sur un terrain attenant en nature de jardin d'agrément avec garage double non attenant, cuisine d'été et cave en sous-sol, cadastré section CO sous le numéro 111, situé à Istres, 11 avenue Adam de Craponne, appartenant à Madame Mireille André épouse Toscano, classé en zone UCb du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres, pour un prix de quatre cent cinquante mille euros hors droits ou taxes dont dix-huit mille euros de mobilier.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article I 242-1 du Code des relations entre le public et l'administration, l'administration ne peut abroger ou retirer une décision créatrice de droits de sa propre initiative ou sur la demande d'un tiers que si elle est illégale et si l'abrogation ou le retrait intervient dans le délai de quatre mois suivant la prise de cette décision ;
- Que le bien objet de la préemption n'est plus nécessaire au projet compte tenu de la configuration de la parcelle et de l'implantation de la maison et a donc été retiré du périmètre de requalification ;
- Que la condition temporelle du retrait est satisfaite dès lors que la décision d'exercice du droit de préemption date du 3 juillet 2020 ;
- Que la décision de préemption, opérée pour les besoins d'une opération d'aménagement pour laquelle il apparaît que la maîtrise du bien en cause est manifestement inutile, est illégale.

DECIDE

Article 1 :

Est retirée la décision 20/594/D du 3 juillet 2020 relative à l'exercice du Droit de Préemption Urbain sur l'immeuble bâti comprenant une maison d'habitation, d'une surface utile ou habitable d'environ 120 m², élevée de deux étages sur rez-de-chaussée édifiée sur un terrain attenant en nature de jardin d'agrément avec garage double non attenant, cuisine d'été et cave en sous-sol, cadastré section CO sous le numéro 111, situé à Istres, 11 avenue Adam de Craponne, appartenant à Madame Mireille André épouse Toscano, classé en zone UCb du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres, pour un prix de quatre cent cinquante mille euros hors droits ou taxes dont dix-huit mille euros de mobilier.

Article 2 :

Monsieur le Directeur général des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 novembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Novembre 2020

Décision n° 20/836/D

Bail dérogatoire avec la société Diamidex pour l'occupation d'une cave dans le bâtiment C Luminy biotech

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Luminy Biotech au sein du parc scientifique de Luminy sis 163 Avenue de Luminy, 13288 Marseille cedex 09 ;
- Que la société Diamidex, représentée par Monsieur Sam Dukan, a signé une convention d'occupation temporaire du 15 octobre 2019 pour l'occupation de la cave C2 ;
- Que la convention initiale arrive à terme le 15 octobre 2020 ;
- Que la signature d'un bail dérogatoire de 3 ans pour un loyer annuel de 747,60 euros HT permettrait à l'entreprise de maintenir son occupation ;
- Que dans le cas où les négociations avec l'entreprise seraient menées à leur terme, le bail prendrait effet à compter de la date de signature des deux parties pour une durée de 3 ans.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail dérogatoire de 3 ans avec la société Diamidex pour l'utilisation de la cave C2 sis à Luminy Biotech – Parc scientifique de Luminy – 163 Avenue de Luminy – 13288 Marseille cedex 09.

Article 2 :

Le montant du loyer à payer par l'entreprise sera fixé à 747,60 euros HT annuel.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées à l'Etat Spécial Territoire CT1 : Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 68.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 novembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/837/D

Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable avec Food Trucks Association

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire du parc scientifique de Luminy sis 163 Avenue de Luminy, 13288 Marseille cedex 09 ; l'ensemble des locaux est loué à diverses entreprises de biotechnologie ;
- Que le site ne propose actuellement pas de moyen de restauration. Pour pallier le manque de moyen de restauration aux alentours de Luminy Biotech, il est proposé de signer une convention avec Food Trucks Association, représenté par Daniel LUPERINI, afin que des food trucks viennent chaque jour au sein du parc ;
- Que la gestion des pépinières et hôtels d'entreprises destinés à l'accueil et l'accompagnement des entreprises en création ou en extension du CT1 étant une compétence Métropolitaine ;
- Que dans le cadre de l'aide aux entreprises, et notamment aux pépinières et hôtels d'entreprises dont la Métropole AMP est propriétaire, il est proposé l'installation de camions de restauration ;

- Que la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable est consentie à titre gratuit ;
- Que Aix Marseille Université (AMU), propriétaire d'une partie du site de Luminy et notamment du campus va installer début d'année 2021 des food trucks sur le campus, à proximité des locaux ;
- Que la convention est proposée pour une durée de 6 mois, renouvelable pour la même durée par tacite reconduction. Des moyens de restauration, par l'ouverture de food trucks sur le campus par l'AMU, seront ensuite présents sur le site justifiant le caractère temporaire de l'occupation consentie.

DECIDE

Article 1 :

De signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable pour l'occupation d'une partie du terrain du parc scientifique de Luminy sis 163 Avenue de Luminy, 13288 Marseille cedex 09

Article 2 :

La convention est consentie à titre gratuit

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 novembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/838/D

Demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour l'achat de matériel pour la continuité du service public et organiser le déconfinement dans le cadre du COVID-19

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 136-4953/18/CM du 13 décembre 2018 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération 2019002000 pour l'achat de bornes thermiques dans le cadre de l'acquisition de mobilier et de matériel divers métropolitains ;
- La délibération n° FAG 055-3074/17/CM qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération 2018104500 l'achat de matériel informatique et accessoires dans le cadre de l'innovation numérique et aux systèmes d'information ;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de fonction à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a dû doter ses agents de matériel informatique et d'accès à distance afin de garantir la continuité de service et respecter les directives gouvernementales pour lutter contre la pandémie de COVID-19 lors du déconfinement.

Ces équipements ont ainsi pu permettre aux agents, dont prioritairement les personnes vulnérables, d'accéder à distance au réseau informatique métropolitain, de communiquer par visio-conférences et de bénéficier des logiciels informatiques nécessaires à la bonne réalisation de leurs tâches. La Métropole Aix-Marseille-Provence a également acquis des bornes thermiques de prise de températures pour équiper certains de ses sites accueillant du public et veiller à la sécurité de tous ;

- Que cet investissement rentre dans les critères d'éligibilité de la fiche d'aide « Fiche 24 - Aide exceptionnelle pour favoriser le déconfinement » voté par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône lors de sa commission permanente de juillet 2020 ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 741 562,04 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « dispositif à préciser »	5 %	42 000,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	95 %	699 562,04 euros
TOTAL	100 %	741 562,04 euros

DECIDE

Article 1 :

De solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les opérations sont référencées sous les codes suivants :

- Opération père : 201900200, pour l'achat de bornes thermiques dans le cadre de l'acquisition de mobilier et de matériel divers métropolitains ;
- Opération père : 2018104500, pour l'achat de matériel informatique et accessoires dans le cadre de l'innovation numérique et aux systèmes d'information.

Les recettes correspondantes sont constatées en section d'investissement sur le budget principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous les imputations suivantes :

- Nature 1313 - Fonction 020 – Sous-politique A220 – Code gestionnaire 6DTI, pour l'achat de matériel informatique et accessoires dans le cadre de l'innovation numérique et aux systèmes d'information ;

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Novembre 2020

- Nature 1313 - Fonction 020 - Sous politique A110 – Code gestionnaire 6DPL, pour l'achat de bornes thermiques dans le cadre de l'acquisition de mobilier et de matériel divers métropolitains.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 novembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/839/D

Autorisation d'occupation temporaire consentie par Madame Yvonne De Ribas et Monsieur Nicolas Nittil à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la restauration de l'Aqueduc de Roquefavour sur les communes de Ventabren et d'Aix-en-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics et le décret n°65-201 du 12 mars 1965 modifiant l'article 7 de ladite loi ;
- L'arrêté préfectoral n°2020-16 du 20 mai 2020 autorisant l'occupation temporaire de parcelles de terrain situées sur le territoire des communes de Ventabren et d'Aix-en-Provence au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de l'exécution de travaux de restauration de l'Aqueduc de Roquefavour ;
- La délibération n° AGER 042-1233/09/CC du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 26 mars 2009 portant restauration de l'Aqueduc de Roquefavour ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues en matière de production, d'adduction et de distribution d'eau potable, la Métropole Aix-Marseille-Provence entretient son patrimoine et restaure l'Aqueduc de Roquefavour. Cet ouvrage d'art emblématique du Canal de Marseille achemine l'eau brute de la Durance et franchit la vallée de l'Arc entre les communes de Ventabren et d'Aix-en-Provence.

La réalisation de ces travaux nécessite d'occuper temporairement des terrains appartenant à Madame Yvonne De Ribas et Monsieur Nicolas Nitti.

Par arrêté du 20 mai 2020, la préfecture des Bouches-du-Rhône autorise la Métropole à occuper temporairement, pour une durée de 5 ans, à compter du 1er juillet 2020, une partie de la parcelle cadastrée LE n°27 sur la commune d'Aix-en-Provence appartenant à Madame Yvonne De Ribas et Monsieur Nicolas Nitti.

L'emprise foncière est de 470 m² sur la parcelle cadastrée LE n°27, d'une superficie totale de 4 610 m².

La valeur de mise à disposition de cette emprise a été établie par la Direction du Foncier et du Patrimoine pour un montant de 46 euros/an, soit un montant total de 230 euros, pour une durée de 5 ans, à verser en une fois au démarrage des travaux.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la restauration de l'Aqueduc de Roquefavour sur les communes de Ventabren et d'Aix-en-Provence, il est nécessaire d'occuper une partie de la parcelle LE 27 (commune d'Aix-en-Provence) appartenant à Madame Yvonne De Ribas domiciliée Les Jardins de Cabrianne – avenue du 8 mai 1945 – 13130 Berre L'Etang et Monsieur Nicolas Nitti domicilié 712 Route Nationale 113 – 13340 Rognac ;
- Qu'à cette fin, la préfecture a délivré un arrêté autorisant la Métropole à occuper temporairement le terrain de Madame Yvonne De Ribas et Monsieur Nicolas Nitti.

DECIDE

Article 1 :

L'occupation temporaire de l'emprise nécessaire sur la parcelle cadastrée LE n° 27 (commune Aix-en-Provence) appartenant à Madame Yvonne De Ribas domiciliée Les Jardins de Cabrianne – avenue du 8 mai 1945 – 13130 Berre L'étang et Monsieur Nicolas Nitti domicilié 712 Route Nationale 113 – 13340 Rognac, est autorisée moyennant la valeur de 230 euros, pour une durée de 5 ans, à verser en une fois au démarrage des travaux.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 novembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/840/D

Autorisation d'occupation temporaire consentie par Monsieur Bruno suard à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la restauration de l'Aqueduc de Roquefavour sur les communes de Ventabren et d'Aix-en-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics et le décret n°65-201 du 12 mars 1965 modifiant l'article 7 de ladite loi ;
- L'arrêté préfectoral n°2020-16 du 20 mai 2020 autorisant l'occupation temporaire de parcelles de terrain situées sur le territoire des communes de Ventabren et d'Aix-en-Provence au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de l'exécution de travaux de restauration de l'Aqueduc de Roquefavour ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 042-1233/09/CC du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 26 mars 2009 portant restauration de l'Aqueduc de Roquefavour.

PREAMBULE

Dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues en matière de production, d'adduction et de distribution d'eau potable, la Métropole Aix-Marseille-Provence

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Novembre 2020

entretien son patrimoine et restaure l'Aqueduc de Roquefavour. Cet ouvrage d'art emblématique du Canal de Marseille achemine l'eau brute de la Durance et franchi la vallée de l'Arc entre les communes de Ventabren et d'Aix-en-Provence ;

La réalisation de ces travaux nécessite d'occuper temporairement des terrains appartenant à Monsieur Bruno Suard ;

Par arrêté du 20 mai 2020, la préfecture des Bouches-du-Rhône autorise la Métropole à occuper temporairement, pour une durée de 5 ans, à compter du 1 juillet 2020, une partie des parcelles cadastrées LE 25 et LE 26 sur la commune d'Aix-en-Provence appartenant Monsieur Bruno Suard ;

Les emprises foncières sont respectivement de 780 m² sur la parcelle cadastrée n°25, d'une superficie totale de 29 140 m² et de 545 m² sur la parcelle cadastrée n°26, d'une superficie totale de 12 890 m² ;

Les valeurs de mise à disposition de ces emprises ont été établies par la Direction du Foncier et du Patrimoine pour un montant de 76 €/an pour l'emprise sur la parcelle LE n°25 et 53 euros/an pour l'emprise sur la parcelle LE n°26, soit un montant total de 645 euros, pour une durée de 5 ans, à verser en une fois au démarrage des travaux.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la restauration de l'Aqueduc de Roquefavour sur les communes de Ventabren et d'Aix-en-Provence, il est nécessaire d'occuper une partie des parcelles LE 25 et LE 26 (commune d'Aix-en-Provence) appartenant à Monsieur Bruno Suard, domicilié 3195 Route du Petit Moulin - 13290 Les Milles ;
- Qu'à cette fin, la préfecture a délivré un arrêté autorisant la Métropole à occuper temporairement le terrain de Monsieur Bruno Suard.

DECIDE

Article 1 :

L'occupation temporaire des emprises nécessaires sur les parcelles cadastrées LE 25 et LE 26 (commune d'Aix-en-Provence) appartenant à Monsieur Bruno Suard, domicilié 3195 Route du Petit Moulin - 13290 Les Milles est autorisée moyennant la valeur de 645 euros, pour une durée de 5 ans, à verser en une fois au démarrage des travaux.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 novembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/841/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons d'un terrain nu situé Quartier Haute Bédoule, 13240 Septèmes-les-Vallons et cadastré AE 54 à 57 appartenant à Monsieur Calvin Philippe.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 010 - 7380/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 délégrant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 106 20 M 0121 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 14 septembre 2020, portant aliénation d'un terrain nu situé à Septèmes-les-Vallons, quartier Haute Bédoule, sur les parcelles cadastrées AE54, AE55, AE56 et AE57 et appartenant à Monsieur Calvin Philippe.
- La demande de délégation du droit de préemption urbain de la commune de Septèmes-les-Vallons reçue à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 22 septembre 2020.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération HN 002-8074/20/ CM du 17 juillet 2020 la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons met en œuvre une politique locale de l'habitat conformément à l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme consistant d'une part à répondre à l'obligation de production de logements locatifs sociaux visée par l'article 55 de la loi SRU du 13 décembre 2000, et d'autre part à participer à l'amélioration de l'habitat existant tant dans les noyaux villageois existants que dans les résidences significatives de la commune ;
- Que ce terrain est contigu aux parcelles AK 124 et 125 préemptées par la commune et faisant l'objet d'une opération de réhabilitation/extension de logements à conventionner dans une démarche Bâtiments Durables Méditerranéens.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de la pleine propriété d'un terrain nu, d'une superficie de 8012 m², situé quartier Haute Bédoule, 13240 Septèmes-les-Vallons, sur les parcelles cadastrées AE54, AE55, AE56 et AE57, appartenant à Monsieur Calvin Philippe.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 6 novembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Novembre 2020

Décision n° 20/842/D

Appel à Projet « Mobilisation des citoyens autour de la qualité de l'air »

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 017 -53 56 /19/BM du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation de la convention de partenariat et du contrat de subvention du projet DIAMS dans le cadre du projet européen UIA 2014-2020.

PREAMBULE

Dans le cadre de la seconde phase du projet DIAMS, la Métropole lance, l'appel à projet « Mobilisation des citoyens autour de la qualité de l'air ».

Cet appel à projet qui s'adresse à des porteurs de projets proposant une action innovante de sensibilisation sur la qualité de l'air auprès des citoyens, doit répondre à la volonté des citoyens de participer à la connaissance de leur environnement et de leur donner le moyen d'être acteur du changement des pratiques en matière de qualité de l'air.

Les enjeux de l'appel à projet sont multiples :

- Mobiliser les citoyens autour de la qualité de l'air ;
- Accompagner le changement de comportement ;
- Faire participer les citoyens à la mesure de la qualité de l'air par le biais de capteurs.

Pour se faire, la Métropole propose de mettre à disposition des lauréats de cet AAP des capteurs « citoyens » de mesure de la qualité de l'air. Le pari vise à rendre les citoyens acteurs, en leur offrant la possibilité de mesurer leur environnement immédiat tout en les sensibilisant à la qualité de l'air.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est l'autorité urbaine retenue par l'Europe dans le cadre de l'appel à projet « Urban Innovative Actions », pour l'animation du projet DIAMS au côté de ses 8 partenaires,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite s'appuyer sur des structures en lien direct avec les citoyens pour animer et faire la promotion de ces capteurs.

DECIDE

Article 1 :

De lancer un appel à projet nommé « mobilisation des citoyens autour de la qualité de l'air » visant à encourager et financer les initiatives autour du déploiement et l'utilisation des capteurs citoyens.

Article 2 :

De constituer un jury de sélection des projets composé de la Présidente de la Métropole ou de son représentant ainsi que d'un représentant de chacun des 8 partenaires de DIAMS.

Article 3 :

D'entériner chaque partenariat avec les structures retenues par une convention qui sera validée par le Bureau de la Métropole.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 novembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/843/D

Décision modificative de la Régie d'avance n° 17/067/D du 28 mars 2017 de la Médiathèque du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 1617 à R. 1617-17 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/067/D du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2017 relative à la création de la régie ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 20 janvier 2020.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de modifier la décision n° 17/067/D du 28 mars 2017.

DECIDE

Article 1 :

Les dépenses de la régie d'avance de la Médiathèque Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence en fonction de la nature des dépenses.

Article 2 :

Cette régie est installée :

Médiathèque de Miramas
Avenue de la République
13140 Miramas

Article 3 :

La régie enregistre les dépenses suivantes :

- Achat de documents (nature 6065),
- Achat de matériel (nature 60632-6182-6068).

Article 4 :

Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Chèque,
- Carte bancaire,
- Virement.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor est ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000201902230 BIC : TRPUFRP1XXX ouvert au nom de la régie d'avance de la Médiathèque du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 6 100 euros.

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 novembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Novembre 2020

Décision n° 20/844/D

Modification de la régie de recettes pour le Conservatoire de Musique et de Danse Michel Petrucciani du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles R. 1617 à R. 1617-17 relatifs à la création des régie de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

- La décision n° 17/063/D du 24 mars 2017 portant création de la régie de recettes pour le Conservatoire de Musique et de Danse Michel Petrucciani du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'il a été institué, par décision précitée, auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes dénommée « régie de recettes pour le Conservatoire de Musique et de Danse Michel Petrucciani » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence pour les recettes concernant les rétributions de service du Conservatoire de Musique et de danse Michel Petrucciani ;
- Qu'il convient de modifier et de compléter la régie précitée au motif que les modes de recouvrement utilisés ont évolué.

DECIDE

Article 1 :

Il a été institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes dénommée « régie de recettes pour le Conservatoire de Musique et de Danse Michel Petrucciani » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, pour les recettes concernant les rétributions de service du conservatoire de Musique et de Danse Michel Petrucciani (nature 7062).

Les recettes de la « régie de recettes pour le Conservatoire de musique et de danse Michel Petrucciani » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impactent sur l'Etat Spécial du Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :

Conservatoire de Musique et de Danse Michel Petrucciani

CEC Les Heures Claires

13800 Istres

Article 3 :

Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèque,
- prélèvement automatique,
- carte « Collégien de Provence » (anciennement dénommé chèque « L'attitude 13 »),
- carte bancaire,
- virement bancaire (mode d'encaissement supplémentaire).

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'une quittance ou d'un support magnétique.

Article 4 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 1, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fond numéro FR7610071130000000200660436 BIC : TRPUFRP1XXX ouvert au nom de la « régie de recettes du conservatoire de musique et de danse Michel Petrucciani » auprès du Comptable Public Assignataire est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Il n'y a pas de fonds de caisse mis à disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 16 700 euros.

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 novembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Novembre 2020

Décision n° 20/845/D

Decision d'ester en justice -Désignation du groupement Sindres-Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de l'appel formé par la commune d'Aix-en-Provence, dans l'affaire qui l'oppose aux consorts Dujons D'Astros

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n° 1709687 du Tribunal Administratif de Marseille du 26 mars 2020 qui a d'une part, retenu la responsabilité de la commune d'Aix-en-Provence et l'a condamnée aux versements de sommes en réparation des préjudices subis par les consorts Drujon d'Astros suite à des infiltrations d'eau dues à la réalisation de travaux d'installation d'un ralentisseur sur la voirie, et d'autre part, enjoignant à la Métropole de réaliser tous travaux de nature à faire cesser le dommage causé aux requérants ;
- La requête n° 20MA02253 présentée par la commune d'Aix-en-Provence devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille tendant à l'annulation du jugement n° 1709687 du 26 mars 2020.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres-Vedesi.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Sindres-Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/846/D

Approbation de la convention de cession à titre gratuit d'équipements billettiques conclue entre la Société Publique Locale (SPL) Chartres Métropole Transports et la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés

CONSIDÉRANT

- La nécessité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de remplacer son système billettique composé d'équipements BIV (borne d'information voyageurs) afin d'harmoniser les systèmes au sein de ses réseaux de transport ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de céder à titre gratuit une partie de ses équipements à la Société Publique Locale Chartres Métropole soit 2 lots de 8 BIV (bornes d'information voyageurs) + 8 supports ;
- Que la Société Publique Locale Chartres Métropole prendra en charge les frais de livraison vers leurs locaux ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de cession à titre gratuit d'équipements billettiques ci-annexée à la présente décision.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 novembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/847/D

Approbation de la convention de cession à titre gratuit d'équipements billettiques conclue entre le Réseau Mistral/RMTT et la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés.

CONSIDÉRANT

- La nécessité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de remplacer son système billettique composé de valideurs et de terminaux afin d'harmoniser les systèmes au sein de ses réseaux de transport ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de céder à titre gratuit une partie de ses équipements au Réseau Mistral/RMTT soit 3 palettes de 60 valideurs chacune et 35 terminaux ;
- Que le Réseau Mistral/RMTT prendra en charge les frais de livraison vers leurs locaux ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de cession à titre gratuit d'équipements billettiques ci-annexée à la présente décision.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 novembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/848/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Bernard Blanc

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2005323-2 déposée le 17 juillet 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Bernard Blanc demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Octobre 2020

Décision n° 20/849/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Espace Creation

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2005065-2 déposée le 9 juillet 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par la SAS Espace Création demandant, l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés, domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Octobre 2020

Décision n° 20/850/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet UGGC pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au syndicat des copropriétaires secondaire du bâtiment C du Parc Corot

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation signifiée devant le Tribunal Judiciaire de Marseille le 7 septembre 2020 par Madame Leila M'Hateli relative à la procédure de carence engagée à l'encontre du syndicat des copropriétaires secondaire du bâtiment C du Parc Corot.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Judiciaire de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet UGGC domicilié, 3-5 rue Gilbert Dru 13002 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet UGGC pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Octobre 2020

Décision n° 20/851/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'Association Fédérative Union Calanques Littoral

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2007338 déposée par l'Association Fédérative Union Calanques Littoral devant le Tribunal Administratif de Marseille le 28 juillet 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence en ce qui concerne les zonages adoptés sur les communes de Marseille et La Ciotat en bordure du Parc National des Calanques, et particulièrement les OAP relatives à la zone du Bestouan, La Marcouline à Cassis et Légré Mante à la Madrague de Montredon.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée, 71 Boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/852/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Lesage Berguet Gouard - Robert pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SARL Ovilac

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n°1710223-2 du Tribunal Administratif de Marseille du 9 janvier 2020 rejetant la requête de la SARL Ovilac et demandant l'annulation de la délibération du 30 juin 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac ;
- La requête de la SARL Ovilac enregistrée auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 6 mars 2020 (dossier C.A.A. n°25172), demandant l'annulation du jugement n°1710223-2 rendu le 9 janvier 2020 par le Tribunal Administratif de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n°25172 et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Lesage Berguet Gouard-Robert, 1596 avenue de la Croix d'Or – 13320 Bouc-Bel-Air.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Lesage Berguet Gouard-Robert pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/853/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Fernandez Antoine

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé n°2007164-1 déposée le 21 septembre 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Fernandez Antoine demandant la suspension de la décision de la Métropole du 22 juillet 2020 mettant fin à son stage.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques domiciliée, 55 boulevard des Brotteaux 69455 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/854/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Sophie Semeriva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Bruno Mazieux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°20MA03076 déposée à la Cour administrative d'appel de Marseille, le 23 août 2020, par Monsieur Bruno Mazieux demandant l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Marseille, du 1^{er} avril 2020, rejetant son recours en annulation contre l'arrêté de sanction disciplinaire du 23 juillet 2018, prononçant sa révocation.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Sophie Semeriva, domiciliée, 2 Place de la Corderie 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Octobre 2020

Décision n° 20/855/D

Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Marie Reggio-Paquet et autres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2005949-2 déposée le 07 août 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par Madame Marie Reggio-Paquet épouse Rastoin et les consorts Reggio-Paquet, demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée, 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Octobre 2020

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Octobre 2020

Décision n° 20/856/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Daniel Georges

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2005412-2 déposée le 22 juillet 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par Monsieur Georges Daniel, demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/857/D

Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Elizabeth Biancotto et les consorts Ribero

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2004518-2 déposée le 18 août 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par Madame Elizabeth Biancotto et les consorts Ribero, demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/858/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux occupants illicites de l'aire d'accueil de Saint Menet, chemin du mouton 13011 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- Le procès-verbal de constat établi le 1^{er} juillet 2020 par la SAS ProVjuris, huissiers de justice, constatant l'occupation illicite de l'aire d'accueil de Saint-Menet, chemin du mouton 13011 Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Octobre 2020

Décision n° 20/859/D

Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Progereal

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2005824-2 déposée le 31 juillet 2020, devant le Tribunal Administratif de Marseille, par la société Progereal, demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée, 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Octobre 2020

Décision n° 20/860/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'Association Santé Littoral Sud

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2005612-2 déposée le 23 juillet 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par l'Association Santé Littoral Sud, demandant l'annulation entière de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Octobre 2020

Décision n° 20/861/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Castel Joli

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2005624 déposée le 28 juillet 2020 au Tribunal Administratif de Marseille par le Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Castel Joli, demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/862/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au syndicat des copropriétaires de la copropriété " Le Florence "

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2005470-2 déposée le 23 juillet 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par le syndicat des copropriétaires de la copropriété « Le Florence », demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Octobre 2020

Décision n° 20/863/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Fernandez Antoine

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2007144-1 déposée le 21 septembre 2020 devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Fernandez Antoine demandant l'annulation de la décision du 22 juillet 2020 mettant fin à son stage et le radiant des effectifs.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques domiciliée, 55 boulevard des Brotteaux 69455 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Octobre 2020

Décision n° 20/864/D

**Convention de participation constructeur passée avec la SOLEAM -
PC n° 13055 20 00376P0 - ZAC de la Capelette - Marseille 10ème
arrondissement**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.311-4 et L. 331-7 ;
- Le Code général des Impôts, notamment l'article L. 1382 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le Procès-verbal n° HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n°04/1029/EUGE du 15 novembre 2004 créant la ZAC de la Capelette et en confiant l'aménagement à la société Marseille Aménagement ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 07/1238/EUGE du 10 décembre 2007 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Capelette ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTCT008-1420/15/CC du 23 octobre 2015 et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant à compter du 1er janvier 2016 l'opération à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Zac Capelette s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM (substituée à Marseille Aménagement) est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC ;
- Que les constructions édifiées sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone restent soumises au régime des participations en ZAC prévu par l'article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme ;
- Que la Métropole, constructeur, a déposé le 26 juin 2020, un permis de construire n°13 055 20 00376 P0 relatif à l'implantation d'un site de maintenance et de remisage de tramway et d'un parking relais sur les parcelles cadastrées 853 A 55 et 853 A 46 d'une surface totale d'environ 28 052 m² ;
- Que ces équipements et leur terrain d'assiette seront affectés à un service public de transport dont la compétence est portée par le Constructeur en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) au titre de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et de l'affirmation des métropoles et dont l'exploitation sera assurée par la Régie des Transports Métropolitains (RTM) ;
- Qu'indépendamment de l'exonération prévue au 5° de l'article L. 331-7 du Code de l'Urbanisme, le projet de construction envisagé bénéficie d'une exonération de la taxe d'aménagement dès lors que ces équipements et leur terrain d'assiette, gratuitement mis à la disposition de la RTM dès leur achèvement, sont non productifs de revenus pour la Métropole et sont affectés à un service public conformément aux dispositions du 1° de l'article L. 331-7 du Code de l'Urbanisme et du 1° de l'article 1382 du code Général des Impôts ;
- Qu'il résulte de ce qui précède que la Métropole ne peut être assujettie au versement d'une participation aux dépenses d'équipements publics de la ZAC au titre de ce projet de construction.

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SOLEAM exonérant de participation aux équipements publics la Métropole en tant que constructeur, les ouvrages à construire étant affectés à un service public et non-productif de revenus pour la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente convention.

Fait à Marseille, le 3 novembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Novembre 2020

20 / 865 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2020130550064

N° SIREN du maître d'ouvrage
775560105

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

MEDICO SOCIALE DE PROVENCE

6 BD GUEIDON

13013 MARSEILLE

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500091

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice

2020

Nature des logements

Autres logements foyers

Type de bénéficiaire

Personnes handicapées

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :

Foyer de vie l'Astrée - Extension

231 avenue Corot

13014 Marseille - 14e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1.

La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 16 logements PLS

au bénéficiaire désigné : MEDICO SOCIALE DE PROVENCE (n° SIREN : 775560105).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Prêts Autres

ARTICLE 2.

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3.

La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4.

En cas d'opérations d'acquisition sans travaux, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de trois ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

En cas d'opérations de construction ou d'acquisition avec travaux d'amélioration, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de sept ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

ARTICLE 5.

La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6.

En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7.

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Crédit coopératif	1 516 200,00	55,00%	
Prêts Autres	1 240 527,14	45,00%	
Sous-total Prêts	2 756 727,14	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	2 756 727,14	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 756 727,14		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

16

378,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

16

378,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16

Surface utile :

378,00 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

6 772,47 €

Coût du bâtiment ou des travaux

2 210 476,41 €

Prestations intellectuelles et frais

395 762,62 €

Prix de revient H.T.

2 613 011,50 €

Montant de la TVA

143 715,64 €

Prix de revient TTC

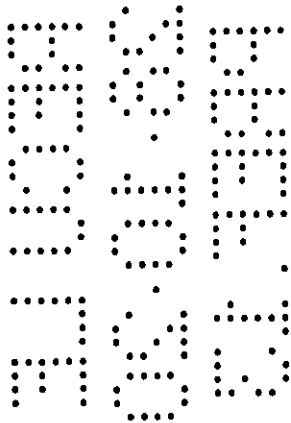
2 756 727,14 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

7 292,93 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 8 6 6 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
 2020130550072

N° SIREN du maître d'ouvrage
 415750868

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ... 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE 72 AV DE TOULON 13006 Marseille
--

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20201305500092

Nature de l'opération
 Neuf

Commune (Insee)
 13054 Marignane

Exercice
 2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : SIGNORE ULS SIGNORE 13700 Marignane

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 12 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 12 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. En cas d'opérations d'acquisition sans travaux, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de trois ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

En cas d'opérations de construction ou d'acquisition avec travaux d'amélioration, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de sept ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 161 640,00	92,96%	1,86%
Prêts PEEC	88 000,00	7,04%	
Sous-total Prêts	1 249 640,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	1 249 640,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 249 640,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

12

984,00 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

12

984,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12

Surface utile :

984,00 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

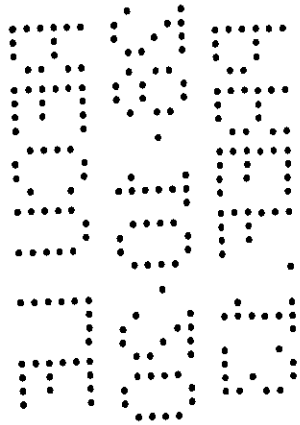
0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	338 820,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	790 580,00 €
Prestations intellectuelles et frais	12 000,00 €
Prix de revient H.T.	1 141 400,00 €
Montant de la TVA	108 240,00 €
Prix de revient TTC	1 249 640,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 269,96 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 8 67 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550175

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500109

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13051 Lançon-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2020

Opération : LANCON-PROVENCE - Ombre et Soleil
Chemin de la Coulade
Les Tappes
13680 Lançon-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DÉCIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 6 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLUS

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 9 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	278 426,00	29,54%
Prêt CDC logement	616 919,00	65,46%
Sous-total Prêts	895 345,00	95,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	47 124,00	5,00%
Sous-total Fonds Propres	47 124,00	5,00%
Total du Financement (I + II + III)	942 469,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 800,00	5,41%
Sous-total Subventions	9 800,00	5,41%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	55 685,00	30,76%
Prêt CDC logement	115 551,00	63,83%
Sous-total Prêts	171 236,00	94,59%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	181 036,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 800,00	0,87%
Sous-total Subventions	9 800,00	0,87%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	732 470,00	65,20%
Prêt CDC foncier	334 111,00	29,74%
Sous-total Prêts	1 066 581,00	94,93%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	47 124,00	4,19%
Sous-total Fonds Propres	47 124,00	4,19%
Total du Financement (I + II + III)	1 123 505,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 123 505,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 808 988,71 €

Décision No : 20201305500109

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

5

391,00 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

5

391,00 m²

Assiette * : 674 157,26 €

Taux de subvention : 0,00 %

SUBVENTION : 0,00 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

1

78,20 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

78,20 m²

Assiette * : 134 831,45 €

Taux de subvention : 7,27 %

SUBVENTION : 9 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6

Surface utile : 469,20 m²

Assiette : 808 988,71 €

SUBVENTION : 9 800,00 €

Taux moyen de subvention : 1,21 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION**SUBVENTION : 9 800,00 €****II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge foncière H.T.	304 208,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	709 818,00 €
Prestations intellectuelles et frais	13 563,00 €
Prix de revient H.T.	1 027 589,00 €
Montant de la TVA	95 916,00 €
Prix de revient TTC	1 123 505,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 394,51 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2020130550128

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500111

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13051 Lançon-Provence

Exercice
2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : LANCON-PROVENCE - Belle Ombre - PLS
chemin des Pinèdes
13680 Lançon-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la délibération DEXT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE:

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 5 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLS

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	263 383,00	28,57%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	448 622,00	48,66%	1,86%
Sous-total Prêts	712 005,00	77,23%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	209 915,00	22,77%	
Sous-total Fonds Propres	209 915,00	22,77%	
Total du Financement (I + II + III)	921 920,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	921 920,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	5	387,86 m²
Totaux pour le financement des logements « PLS »	5	387,86 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	387,86 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

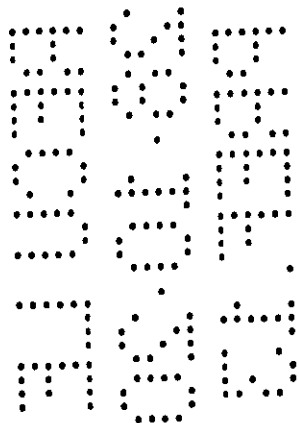
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	247 964,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	578 600,00 €
Prestations intellectuelles et frais	11 098,00 €
Prix de revient H.T.	837 662,00 €
Montant de la TVA	84 258,00 €
Prix de revient TTC	921 920,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 376,94 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





20 / 869 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550174

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500110

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13051 Lançon-Provence

Exercice
2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : LANCON-PROVENCE - Belle Ombre
chemin des Pinèdes
Les Tappes
13680 Lançon-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la délibération DEXT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDÉ :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 19 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 19 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLUS

- 9 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 88 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020

MÉTROPOLÉ
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
Frédéric Guinieri

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 200,00	8,92%
Subvention EPCI	12 000,00	1,21%
Sous-total Subventions	100 200,00	10,14%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	294 138,00	29,75%
Prêt CDC logement	594 288,00	60,11%
Sous-total Prêts	888 426,00	89,86%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	988 626,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	20 000,00	1,40%
Sous-total Subventions	20 000,00	1,40%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	409 348,00	28,57%
Prêt CDC logement	1 003 200,00	70,03%
Sous-total Prêts	1 412 548,00	98,60%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 432 548,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 200,00	3,64%
Subvention EPCI	32 000,00	1,32%
Sous-total Subventions	120 200,00	4,96%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 597 488,00	65,98%
Prêt CDC foncier	703 486,00	29,06%
Sous-total Prêts	2 300 974,00	95,04%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	2 421 174,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 421 174,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 761 636,52 €

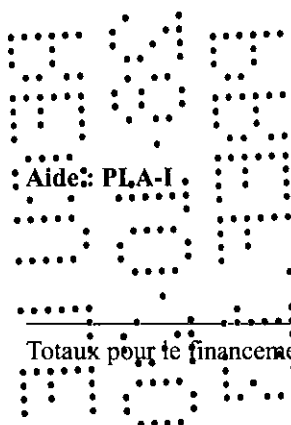
Décision No : 20201305500110

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	602,81 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	602,81 m ²
---	----	-----------------------

Assiette *	:	1 025 070,57 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

**Aide: PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	433,15 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	9	433,15 m ²
--	---	-----------------------

Assiette *	:	736 565,95 €
Taux de subvention	:	11,97 %
SUBVENTION	:	88 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 19	Surface utile :	1 035,96 m ²
Assiette : 1 761 636,52 €	SUBVENTION :	88 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,01 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 88 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	662 419,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 545 303,00 €
Prestations intellectuelles et frais	29 136,00 €
Prix de revient H.T.	2 236 858,00 €
Montant de la TVA	184 316,00 €
Prix de revient TTC	2 421 174,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 337,13 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 870 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550172

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500108

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13053 Mallemort

Exercice
2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B2

Opération : MALLEMORT - Hameau de Florent
chemin d'Alleins
13370 Mallemort

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 15 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 15 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	8,74%
Conseil Régional	4 162,00	0,74%
Sous-total Subventions	53 162,00	9,48%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	162 499,00	28,98%
Prêt CDC logement	345 071,00	61,54%
Sous-total Prêts	507 570,00	90,52%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	560 732,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Conseil Régional	11 838,00	0,74%
Sous-total Subventions	11 838,00	0,74%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	462 128,00	28,98%
Prêt CDC logement	1 040 956,00	65,28%
Sous-total Prêts	1 503 084,00	94,26%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	79 733,00	5,00%
Sous-total Fonds Propres	79 733,00	5,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 594 655,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Régional	16 000,00	0,74%
Subvention Etat	49 000,00	2,27%
Sous-total Subventions	65 000,00	3,02%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 386 027,00	64,31%
Prêt CDC foncier	624 627,00	28,98%
Sous-total Prêts	2 010 654,00	93,29%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	79 733,00	3,70%
Sous-total Fonds Propres	79 733,00	3,70%
Total du Financement (I + II + III)	2 155 387,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 155 387,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 377 650,28 €

Aide : PLUS		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	10	692,20 m ²
	Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »		10	692,20 m ²
	Assiette *	:	1 019 249,17 €
	Taux de subvention	:	0,00 %
	SUBVENTION	:	0,00 €
Aide : PLA-I		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	5	243,40 m ²
	Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		5	243,40 m ²
	Assiette *	:	358 401,11 €
	Taux de subvention	:	13,67 %
	SUBVENTION	:	49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	935,60 m ²
Assiette : 1 377 650,28 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,56 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 49 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	585 500,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 180 936,00 €
Prestations intellectuelles et frais	195 669,00 €
Prix de revient H.T.	1 962 105,00 €
Montant de la TVA	193 282,00 €
Prix de revient TTC	2 155 387,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 303,75 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 8 7 1 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2020130550004

N° SIREN du maître d'ouvrage
475680815

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès
BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500093

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "I23" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Jardins de Bohème
Boulevard de la bastide neuve
13220 Châteauneuf-les-Martigues

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE:

ARTICLE 1.

La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS
- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. VILOGIA (n° SIREN : 475680815).

ARTICLE 2.

Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3.

La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4.

En cas d'opérations d'acquisition sans travaux, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de trois ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

En cas d'opérations de construction ou d'acquisition avec travaux d'amélioration, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de sept ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

ARTICLE 5.

La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6.

En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7.

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	6,60%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	18 000,00	4,04%
Sous-total Subventions	47 400,00	10,65%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	110 606,00	24,85%
Prêt CDC foncier	116 151,00	26,09%
Autres	45 000,00	10,11%
Sous-total Prêts	271 757,00	61,05%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	126 000,00	28,30%
Sous-total Fonds Propres	126 000,00	28,30%
Total du Financement (I + II + III)	445 157,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	32 000,00	3,23%
Sous-total Subventions	32 000,00	3,23%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	332 196,00	33,50%
Prêt CDC foncier	337 546,00	34,04%
Autres	120 000,00	12,10%
Sous-total Prêts	789 742,00	79,64%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	169 939,00	17,14%
Sous-total Fonds Propres	169 939,00	17,14%
Total du Financement (I + II + III)	991 681,00	

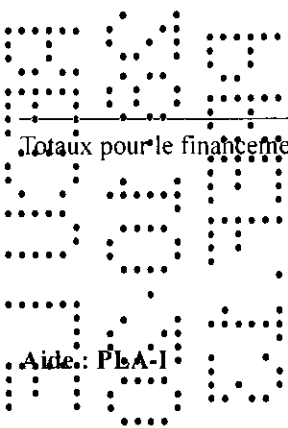
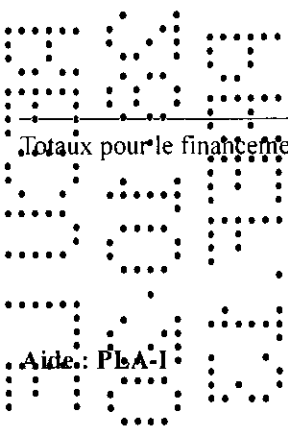
Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	50 000,00	3,48%
Subvention Etat	29 400,00	2,05%
Sous-total Subventions	79 400,00	5,53%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	442 802,00	30,82%
Prêt CDC foncier	453 697,00	31,58%
Autres	165 000,00	11,48%
Sous-total Prêts	1 061 499,00	73,88%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	295 939,00	20,60%

Sous-total Fonds Propres	295 939,00	20,60%
Total du Financement (I + II + III)	1 436 838,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 436 838,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 135 667,73 €

Aide : PLUS		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	8	430,66 m²
	Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »		8	430,66 m²
	Assiette *	:	844 928,16 €
	Taux de subvention	:	0,00 %
	SUBVENTION	:	0,00 €
Aide : PLA-I		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	3	148,19 m²
	Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		3	148,19 m²
	Assiette *	:	290 739,57 €
	Taux de subvention	:	10,11 %
	SUBVENTION	:	29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	578,85 m²
Assiette : 1 135 667,73 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,59 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 29 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	445 017,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	826 461,00 €
Prestations intellectuelles et frais	34 738,00 €
Prix de revient H.T.	1 306 216,00 €
Montant de la TVA	130 622,00 €
Prix de revient TTC	1 436 838,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 482,23 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20 / 8 7 2 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2020130550101

N° SIREN du maître d'ouvrage
475680815

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès
BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500094

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Jardins de Bohême PLS
Boulevard de la bastide neuve
13220 Châteauneuf-les-Martigues

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DÉCIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. VILOGIA (n° SIREN : 475680815).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Prêts Autres

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. En cas d'opérations d'acquisition sans travaux, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de trois ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

En cas d'opérations de construction ou d'acquisition avec travaux d'amélioration, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de sept ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

26 OCT. 2020

le :



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
PLS Banque non connue	424 937,00	76,38%	
Prêts Autres	60 000,00	10,79%	
Sous-total Prêts	484 937,00	87,17%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	71 376,00	12,83%	
Sous-total Fonds Propres	71 376,00	12,83%	
Total du Financement (I + II + III)	556 313,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	556 313,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

261,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

261,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

261,00 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

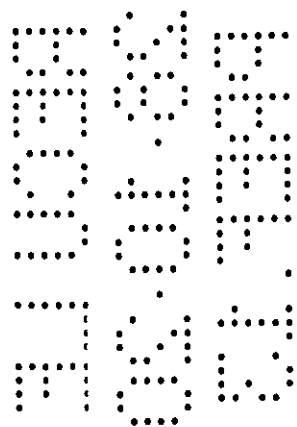
0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	171 202,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	317 947,00 €
Prestations intellectuelles et frais	16 590,00 €
Prix de revient H.T.	505 739,00 €
Montant de la TVA	50 574,00 €
Prix de revient TTC	556 313,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 131,47 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



20 / 873 / D1

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2014130550003_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
775690944

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500086

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2020

Opération : 6 PLUS / 2 PLAI / Blancarde / Marseille 13004 /ICF
56 boulevard Blancarde
13004 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

23/07/2014

N° de décision

20141305500042

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 775690944

Adresse :

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

Ville :

69003 Lyon

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 8)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

996 903,34 €

966 496,40 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 30 200,00 €

(B) 30 200,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 15 402,00 €

Solde à verser

(B-C) 14 798,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation

Fredéric GUINIERI

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit).

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	21 200,00	5,95%
Surcharge foncière	3 199,79	0,90%
Subvention PEEC I pour I	3 400,00	0,95%
Conseil Régional	19 295,00	5,42%
Conseil Général	30 000,00	8,42%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	6 000,00	1,68%
Ville de Marseille	10 000,00	2,81%
Subvention PEEC	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	93 094,79	26,14%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	165 208,00	46,39%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	165 208,00	46,39%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	97 814,60	27,47%
Sous-total Fonds Propres	97 814,60	27,47%
Total du Financement (I + II + III)	356 117,39	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 000,00	0,79%
Surcharge foncière	10 400,21	0,91%
Subvention PEEC I pour I	10 200,00	0,89%
Conseil Régional	50 705,00	4,42%
Conseil Général	0,00	0,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	18 000,00	1,57%
Ville de Marseille	30 000,00	2,62%
Subvention PEEC	50 160,00	4,38%
Sous-total Subventions	178 465,21	15,57%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	306 610,00	26,75%
Prêts PEEC	236 000,00	20,59%
Sous-total Prêts	542 610,00	47,33%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	425 247,93	37,10%
Sous-total Fonds Propres	425 247,93	37,10%
Total du Financement (I + II + III)	1 146 323,14	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		

311039

Subvention PEEC 1 pour 1	13 600,00	0,91%
Conseil Général	30 000,00	2,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	24 000,00	1,60%
Conseil Régional	70 000,00	4,66%
Ville de Marseille	40 000,00	2,66%
Subvention PEEC	50 160,00	3,34%
Subvention Etat	30 200,00	2,01%
Surcharge foncière	13 600,00	0,91%
Sous-total Subventions	271 560,00	18,07%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	471 818,00	31,40%
Prêts PEEC	236 000,00	15,71%
Sous-total Prêts	707 818,00	47,11%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	523 062,53	34,81%
Sous-total Fonds Propres	523 062,53	34,81%
Total du Financement (I + II + III)	1 502 440,53	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 502 440,53	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 966 496,40 €

Aide : PLUS		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		6	430,34 m²
Logements « Individuel »			
Totaux pour le financement des logements « PLUS »		6	430,34 m²
Assiette *	:		743 262,14 €
Taux de subvention	:		1,21 %
SUBVENTION	:		9 000,00 €

Aide : PLA-I		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		2	129,25 m²
Logements « Individuel »			
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		2	129,25 m²
Assiette *	:		223 234,26 €
Taux de subvention	:		9,50 %
SUBVENTION	:		21 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	559,59 m²
Assiette : 966 496,40 €	SUBVENTION :	30 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,12 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Décision No : 20201305500086

Surface utile totale	:	559,59 m ²	
Assiette de subvention	:	238 420,20 €	
Taux de subvention	:	4,72 %	
Montant de subvention	:		13 600,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 43 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	366 841,70 €
Coût du bâtiment ou des travaux	880 588,13 €
Prestations intellectuelles et frais	133 210,01 €
Prix de Revient H.T.	1 380 639,84 €
Montant de la TVA	121 800,69 €
Prix de revient TTC	1 502 440,53 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 684,90 €/m ²

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 600,00	4,72%
Subvention PEEC 1 pour 1	13 600,00	4,72%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	24 000,00	8,32%
Ville de Marseille	40 000,00	13,87%
Sous-total Subventions	91 200,00	31,62%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	197 220,20	68,38%
Sous-total Prêts	197 220,20	68,38%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	288 420,20	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	288 420,20	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	83 938,50 €
Surface utile totale	559,59 m²
Dont SU Collectif	559,59
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	366 841,70 €
Assiette de subvention (dépassement)	288 420,20 €
Taux de la subvention	4,72 %

20 / 874 / D1

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :

2014130550003_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

775690944

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500085

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2020

Opération : 6 PLUS / 2 PLAI / Blancarde / Marseille 13004 /ICF
56 boulevard Blancarde
13004 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	23/07/2014	20141305500043
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 775690944		
Adresse :		
immeuble Anthémis		
118 bd marius vivier-merle		
Ville :	69003 Lyon	
Exercice :	2014	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 8)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	330 952,40 €	288 420,20 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	13 600,00	13 600,00
Montant des acomptes versés		(C) 10 880,00 €
Solde à verser		(B-C) 2 720,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 600,00	4,72%
Subvention PEEC 1 pour 1	13 600,00	4,72%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	24 000,00	8,32%
Ville de Marseille	40 000,00	13,87%
Sous-total Subventions	91 200,00	31,62%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	197 220,20	68,38%
Sous-total Prêts	197 220,20	68,38%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	288 420,20	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	288 420,20	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	83 938,50 €
Surface utile totale	559,59 m²
Dont SU Collectif	559,59
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	366 841,70 €
TVA de la charge foncière	5 517,00 €
Charge foncière TTC	372 358,70 €
Assiette de subvention (dépassement)	288 420,20 €
Taux de la subvention	4,72 %

20 / 8 7 5 / D J

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2014130550004_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

775690944

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500048

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2020

Opération : 2 PLS / Blancarde / Marseille 13004 /ICF
56 boulevard Blancarde
13004 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département Bouches du Rhône Date 23/07/2014 N° de décision 20141305500044

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 775690944

Adresse :

immeuble Anthémis
118 bd marius vivier-merle

Ville : 69003 Lyon

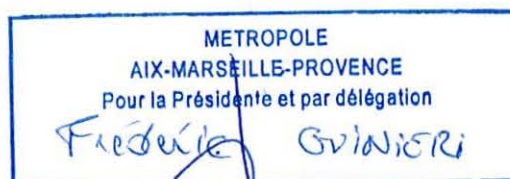
Exercice : 2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 2)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'ACREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	257 302,00	75,54%	2,36%
1%.	40 000,00	11,74%	
Sous-total Prêts	297 302,00	87,28%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	43 316,74	12,72%	
Sous-total Fonds Propres	43 316,74	12,72%	
Total du Financement (I + II + III)	340 618,74	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	340 618,74		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	129,28 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	2	129,28 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2	Surface utile :	129,28 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	95 096,93 €
Coût du bâtiment ou des travaux	198 833,41 €
Prestations intellectuelles et frais	30 522,23 €
Prix de Revient H.T.	324 452,57 €
Montant de la TVA	16 166,17 €
Prix de revient TTC	340 618,74 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 634,74 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20201305500048

Page : 3/4

31 0034
00.01.02
01 7344

4

20 / 8 7 6 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2013130550081_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

054803770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500084

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13023 Ceyreste

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2020

Opération : 27 PLUS / 6 PLA1 / Ceyreste / SOGIMA
Chemin du Réservoir
13600 CEYRESTE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

17/01/2014

N° de décision

20131305500267

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

SEM / EPL

Code bénéficiaire : 054803770

Adresse :

4 r capitaine dessemond

Ville :

13007 Marseille

Exercice :

2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 33)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

3 616 316,35 €

3 595 434,69 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 96 100,00 €

(B) 96 100,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 48 050,00 €

Solde à verser

(B-C) 48 050,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION, ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	72 400,00	7,99%
Surcharge foncière	10 955,46	1,21%
Subvention PEEC	10 200,00	1,13%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	18 000,00	1,99%
1%.	59 091,00	6,52%
Sous-total Subventions	170 646,46	18,82%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	570 797,00	62,96%
Prêt CDC foncier	165 166,00	18,22%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	735 963,00	81,18%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	906 609,46	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	23 700,00	0,60%
Surcharge foncière	45 144,54	1,15%
Subvention PEEC	45 900,00	1,16%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	81 000,00	2,06%
1%.	265 909,00	6,75%
Sous-total Subventions	461 653,54	11,72%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 795 209,00	45,56%
Prêt CDC foncier	662 117,00	16,80%
1%.	70 000,00	1,78%
Sous-total Prêts	2 527 326,00	64,14%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	951 360,43	24,14%
Sous-total Fonds Propres	951 360,43	24,14%
Total du Financement (I + II + III)	3 940 339,97	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	99 000,00	2,04%
Subvention PEEC	56 100,00	1,16%
1%.	325 000,00	6,71%
Subvention Etat	96 100,00	1,98%

311030

Surcharge foncière	56 100,00	1,16%
Sous-total Subventions	632 300,00	13,05%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 366 006,00	48,81%
Prêt CDC foncier	827 283,00	17,07%
1%	70 000,00	1,44%
Sous-total Prêts	3 263 289,00	67,33%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	951 360,43	19,63%
Sous-total Fonds Propres	951 360,43	19,63%
Total du Financement (I + II + III)	4 846 949,43	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 846 949,43	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 595 434,69 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	27	1 614,60 m²
Logements « Individuel »	0	0,00 m²
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	27	1 614,60 m²
Assiette *	:	2 893 119,46 €
Taux de subvention	:	0,82 %
SUBVENTION	:	23 700,00 €
Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	391,95 m²
Logements « Individuel »	0	0,00 m²
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	391,95 m²
Assiette *	:	702 315,23 €
Taux de subvention	:	10,31 %
SUBVENTION	:	72 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 33	Surface utile :	2 006,55 m²
Assiette : 3 595 434,69 €	SUBVENTION :	96 100,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,67 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	2 006,55 m²
Assiette de subvention	:	506 613,33 €
Taux de subvention	:	11,07 %
Montant de subvention	:	56 100,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

152 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	757 229,83 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 252 910,47 €
Prestations intellectuelles et frais	516 251,98 €
Prix de Revient H.T.	4 526 392,28 €
Montant de la TVA	320 557,15 €
Prix de revient TTC	4 846 949,43 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 415,56 €/m ²

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

311034
2020

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	56 100,00	11,07%
Subvention PEEC	56 000,00	11,05%
Sous-total Subventions	112 100,00	22,13%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	394 513,33	77,87%
Sous-total Prêts	394 513,33	77,87%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	506 613,33	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	506 613,33	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	300 982,50 €
Surface utile totale	2 006,55 m²
Dont SU Collectif	2 006,55
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	757 229,83 €
Assiette de subvention (dépassement)	506 613,33 €
Taux de la subvention	11,07 %

**DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE**

Numéro d'opération :
2013130550081_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
054803770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500083

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13023 Ceyreste

Exercice
2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 27 PLUS / 6 PLAI / Ceyreste / SOGIMA
Chemin du Réservoir
13600 CEYRESTE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

17/01/2014

N° de décision

20131305500266

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

SEM / EPL

Code bénéficiaire : 054803770

Adresse :

4 r capitaine dessemond

Ville :

13007 Marseille

Exercice :

2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 33)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

735 962,50 €

506 613,33 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

56 100,00

56 100,00

Montant des acomptes versés

(C) 33 660,00 €

Solde à verser

(B-C) 22 440,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	56 100,00	11,07%
Subvention PEEC	56 000,00	11,05%
Sous-total Subventions	112 100,00	22,13%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	394 513,33	77,87%
Sous-total Prêts	394 513,33	77,87%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	506 613,33	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	506 613,33	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	300 982,50 €
Surface utile totale	2 006,55 m²
Dont SU Collectif	2 006,55
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	757 229,83 €
TVA de la charge foncière	50 366,00 €
Charge foncière TTC	807 595,83 €
Assiette de subvention (dépassement)	506 613,33 €
Taux de la subvention	11,07 %

20 / 8 7 8 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2013130550082_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
054803770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500049

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13023 Ceyreste

Exercice
2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 31 PLS/ Chemin du Réservoir / Ceyreste/SOGIMA
Chemin du Réservoir
13600 CEYRESTE

FICHE DE FIN D'OPERATION

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département Bouches du Rhône
Date 17/01/2014
N° de décision 20131305500265
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)
 STE GESTION IMMO DE MARSEILLE
SEM / EPL
Code bénéficiaire : 054803770
Adresse :

4 r capitaine dessemond

Ville : 13007 Marseille
Exercice : 2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 31)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020

METROPOLE
 AIX-MARSEILLE-PROVENCE
 Pour la Présidente et par délégation
 Frédéric Guiniéri

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Autres	32 436,69	0,63%	
Sous-total Subventions	32 436,69	0,63%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 192 777,98	23,12%	2,36%
CDC foncier PLS	1 741 797,44	33,76%	2,36%
1%.	280 000,00	5,43%	
Prêts Autres	804 328,18	15,59%	
Autres	70 000,00	1,36%	
Sous-total Prêts	4 088 903,60	79,24%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	1 038 526,41	20,13%	
Sous-total Fonds Propres	1 038 526,41	20,13%	
Total du Financement (I + II + III)	5 159 866,70	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	5 159 866,70		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

31

2 037,20 m²

Logements « Individuel »

0

Totaux pour le financement des logements « PLS »

31

2 037,20 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 31

Surface utile :

2 037,20 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT

1 464 630,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

2 648 308,00 €

Prestations intellectuelles et frais

583 025,00 €

Prix de Revient H.T.

4 695 963,00 €

Montant de la TVA

463 903,70 €

Décision No : 20201305500049

Page : 3/4

Prix de revient TTC

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

Type d'opération : Hors opération spécifique

31 1039
05.01.05
01.7399

5 159 866,70 €
2 532,82 €/m²

20 / 8 7 9 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2013130550083_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe
BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500087

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13207 Marseille - 7e arrondissement

Exercice
2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 49PLUS/ 21 PLA/ avenue de Corse/ 13007/13 Habitat
100 avenue de Corse
13007 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	17/01/2014	20131305500268
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
13 HABITAT		
Office public HLM (OPH)		
Code bénéficiaire : 782855696		
Adresse :		
	80 r albe	
	BP 31	
Ville :	13004 Marseille	
Exercice :	2013	

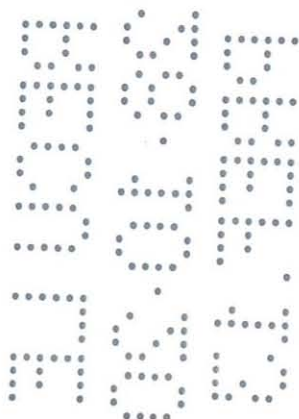
CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 70)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	9 138 371,86 €	9 072 033,19 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 354 100,00 €	(B) 354 100,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 283 280,00 €
Solde à verser		(B-C) 70 820,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
Fredéric GARNIER



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	92 900,00	1,07%
Ville de Marseille	142 846,00	1,65%
Subvention EPCI	146 445,00	1,69%
Subvention Département	1 343 396,00	15,50%
GDF	29 188,00	0,34%
Sous-total Subventions	1 754 775,00	20,25%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	2 739 430,00	31,61%
Prêt CDC logement	2 980 746,00	34,39%
Sous-total Prêts	5 720 176,00	66,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 192 502,00	13,76%
Sous-total Fonds Propres	1 192 502,00	13,76%
Total du Financement (I + II + III)	8 667 453,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	261 200,00	6,49%
Ville de Marseille	61 993,00	1,54%
Subvention EPCI	63 555,00	1,58%
Subvention Département	583 016,00	14,49%
GDF	12 667,00	0,31%
Sous-total Subventions	982 431,00	24,42%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 208 021,00	30,03%
Prêt CDC logement	1 314 436,00	32,68%
Sous-total Prêts	2 522 457,00	62,71%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	517 530,34	12,87%
Sous-total Fonds Propres	517 530,34	12,87%
Total du Financement (I + II + III)	4 022 418,34	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	1 926 412,00	15,18%
GDF	41 855,00	0,33%
Ville de Marseille	204 839,00	1,61%
Subvention Etat	354 100,00	2,79%
Subvention EPCI	210 000,00	1,65%
Sous-total Subventions	2 737 206,00	21,57%

II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	4 295 182,00	33,85%
Prêt CDC foncier	3 947 451,00	31,11%
Sous-total Prêts	8 242 633,00	64,95%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 710 032,34	13,48%
Sous-total Fonds Propres	1 710 032,34	13,48%
Total du Financement (I + II + III)	12 689 871,34	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	12 689 871,34	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 9 072 033,19 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	49	3 286,51 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	49	3 286,51 m²
Assiette *	:	6 344 901,75 €
Taux de subvention	:	1,46 %
SUBVENTION	:	92 900,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	21	1 412,59 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	21	1 412,59 m²
Assiette *	:	2 727 131,44 €
Taux de subvention	:	9,58 %
SUBVENTION	:	261 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 70	Surface utile :	4 699,10 m²
Assiette : 9 072 033,19 €	SUBVENTION :	354 100,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,90 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GÉNÉRAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 354 100,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	4 545 034,68 €
Coût du bâtiment ou des travaux	6 735 552,85 €
Prestations intellectuelles et frais	958 759,38 €
Prix de revient H.T.	12 239 346,91 €
Montant de la TVA	450 524,43 €
Prix de revient TTC	12 689 871,34 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 700,49 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

**DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION**

Numéro d'opération :
2015130550064_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
054803770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500107

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13202 Marseille - 2e arrondissement

Exercice
2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "I23" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : URBAIN V - SOGIMA - Marseille 2è - 31 PLA 59 PLUS
3-7 rue Urbain V
126 à 134 rue de Ruffi
13002 MARSEILLE 2ème arrondissement

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2015	20151305500250
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE		
SEM / EPL		
Code bénéficiaire : 054803770		
Adresse :		
4 r capitaine dessemond		
Ville :	13007 Marseille	
Exercice :	2015	

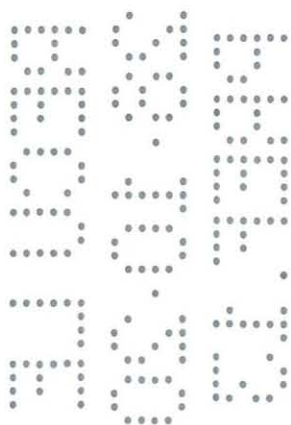
CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 90)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	6 799 720,10 €	7 181 400,28 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 609 800,00 €	(B) 609 800,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 401 248,40 €
Solde à verser		(B-C) 208 551,60 €

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
Frédérique Guinieri



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	409 200.00	16.02%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	93 000.00	3.64%
Autres	63 447.46	2.48%
Subvention Département	52 211.87	2.04%
Sous-total Subventions	617 859.33	24.19%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	882 135.00	34.53%
Prêt CDC foncier	628 121.00	24.59%
Sous-total Prêts	1 510 256.00	59.12%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	426 368.63	16.69%
Sous-total Fonds Propres	426 368.63	16.69%
Total du Financement (I + II + III)	2 554 483.96	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	200 600.00	4.50%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	177 000.00	3.97%
Autres	126 122.54	2.83%
Subvention Département	103 788.13	2.33%
Sous-total Subventions	607 510.67	13.63%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 751 844.00	39.31%
Prêt CDC foncier	1 249 923.00	28.05%
Sous-total Prêts	3 001 767.00	67.35%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	847 546.90	19.02%
Sous-total Fonds Propres	847 546.90	19.02%
Total du Financement (I + II + III)	4 456 824.57	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Autres	189 570.00	2.70%
Subvention Département	156 000.00	2.22%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	270 000.00	3.85%
Subvention Etat	609 800.00	8.70%
Sous-total Subventions	1 225 370.00	17.48%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 633 979.00	37.57%
Prêt CDC foncier	1 878 044.00	26.79%

Sous-total Prêts	4 512 023.00	64.35%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 273 915.53	18.17%
Sous-total Fonds Propres	1 273 915.53	18.17%
Total du Financement (I + II + III)	7 011 308.53	100.00%
Coût de l'opération / dépassement	7 011 308.53	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 7 181 400,28 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	59	2 686.15 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	59	2 686.15 m²
Assiette *	:	4 777 847.00 €
Taux de subvention	:	4.20 %
SUBVENTION	:	200 600.00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	31	1 351.30 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	31	1 351.30 m²
Assiette *	:	2 403 553.28 €
Taux de subvention	:	17.02 %
SUBVENTION	:	409 200.00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 90	Surface utile :	4 037.45 m²
Assiette : 7 181 400.28 €	SUBVENTION :	609 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	8.49 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	609 800,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	4 444 681.64 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 174 536.51 €
Prestations intellectuelles et frais	260 545.88 €
Prix de Revient H.T.	6 879 764.03 €
Montant de la TVA	131 544.50 €
Prix de revient TTC	7 011 308.53 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	1 736.57 € m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20201305500107

Page : 4/5

20 / 8 8 1 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION**

Numéro d'opération :
2014130550095_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500095

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13085 Roquefort-la-Bédoule

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2020

Opération : PLS LE CLOS DES CANEUVES - ROQUEFORT_LA_BEDOULE
Route de Cassis
13830 ROQUEFORT_LA_BEDOULE

FICHE DE FIN D'OPERATION

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. UNICIL

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 573620754

Adresse :

Date

23/12/2014

N° de décision

20141305500216

11 RUE ARMENY

Ville :

13006 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 12)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

0,00 €

0,00 €

Subvention

Initiale

Recalculée

(A) 0,00 €

(B) 0,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

26 OCT. 2020



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0.00	0.00%	
Sous-total Subventions	0.00	0.00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 212 983.00	64.55%	2.11%
CDC foncier PLS	571 490.00	30.41%	2.11%
Sous-total Prêts	1 784 473.00	94.96%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	94 674.84	5.04%	
Sous-total Fonds Propres	94 674.84	5.04%	
Total du Financement (I + II + III)	1 879 147.84	100.00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 879 147.84		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	810.09 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	12	810.09 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	810.09 m²
Assiette : 0.00 €	SUBVENTION :	0.00 €
	Taux moyen de subvention :	0.00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0.00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	597 911.00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	854 158.00 €
Prestations intellectuelles et frais	256 247.00 €
Prix de Revient H.T.	1 708 316.00 €
Montant de la TVA	170 831.84 €
Prix de revient TTC	1 879 147.84 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 319.68 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

31 0034
00 01 82
01 7344

20 / 8 8 2 / D -

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2014130550091_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

573620754

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500097

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13085 Roquefort-la-Bédoule

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2020

Opération : PLUS PLAI LE CLOS DES CANEUVES
ROQUEFORT_LA_BEDOULE
Route de Cassis
13830 ROQUEFORT_LA_BEDOULE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. UNICIL

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 573620754

Adresse :

Date

23/12/2014

N° de décision

20141305500217

11 RUE ARMENY

Ville :

13006 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 34)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

3 380 965,23 €

3 380 535,28 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 88 600,00 €

(B) 88 600,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 88 600,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

26 OCT. 2020

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
Frédéric Guinieri

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	16 600.00	0.47%
Surcharge foncière	41 007.57	1.16%
Subvention PEEC 1 pour 1	39 000.00	1.11%
Subvention EPCI	78 000.00	2.22%
Subvention PEEC	75 000.00	2.13%
Sous-total Subventions	249 607.57	7.09%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 601 933.00	45.50%
Prêt CDC foncier	1 226 992.00	34.85%
Prêts PEEC	210 000.00	5.96%
Sous-total Prêts	3 038 925.00	86.32%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	232 120.10	6.59%
Sous-total Fonds Propres	232 120.10	6.59%
Total du Financement (I + II + III)	3 520 652.67	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	72 000.00	7.46%
Surcharge foncière	9 992.43	1.04%
Subvention PEEC 1 pour 1	12 000.00	1.24%
Subvention EPCI	24 000.00	2.49%
Subvention PEEC	75 000.00	7.77%
Sous-total Subventions	192 992.43	20.00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	191 659.00	19.86%
Prêt CDC foncier	298 985.00	30.98%
Prêts PEEC	210 000.00	21.76%
Sous-total Prêts	700 644.00	72.60%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	71 421.56	7.40%
Sous-total Fonds Propres	71 421.56	7.40%
Total du Financement (I + II + III)	965 057.99	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention PEEC 1 pour 1	51 000.00	1.14%
Subvention PEEC	150 000.00	3.34%
Subvention Etat	88 600.00	1.98%
Subvention EPCI	102 000.00	2.27%

Surcharge foncière	51 000,00	1,14%
Sous-total Subventions	442 600,00	9,87%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 703 592,00	39,98%
Prêt CDC foncier	1 526 977,00	34,02%
Prêts PEEC	420 000,00	9,36%
Sous-total Prêts	3 739 569,00	83,37%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	303 541,66	6,77%
Sous-total Fonds Propres	303 541,66	6,77%
Total du Financement (I + II + III)	4 485 710,66	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 485 710,66	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 380 535,28 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	26	1 700,01 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	26	1 700,01 m²
Assiette *	:	2 720 279,36 €
Taux de subvention	:	0,61 %
SUBVENTION	:	16 600,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	412,62 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	412,62 m²
Assiette *	:	660 255,92 €
Taux de subvention	:	10,90 %
SUBVENTION	:	72 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 34	Surface utile :	2 112,63 m²
Assiette : 3 380 535,28 €	SUBVENTION :	88 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,62 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	2 112,63 m²
Assiette de subvention	:	1 245 894,95 €
Taux de subvention	:	4,09 %
Montant de subvention	:	51 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

139 600,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 488 150,45 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 125 929,22 €
Prestations intellectuelles et frais	637 778,77 €
Prix de Revient H.T.	4 251 858,44 €
Montant de la TVA	233 852,22 €
Prix de revient TTC	4 485 710,66 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 123,28 €/m ²

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	51 000,00	4,09%
Subvention PEEC 1 pour 1	51 000,00	4,09%
Sous-total Subventions	102 000,00	8,19%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 143 894,95	91,81%
Sous-total Prêts	1 143 894,95	91,81%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 245 894,95	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 245 894,95	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	316 894,50 €
Surface utile totale	2 112,63 m²
Dont SU Collectif	2 112,63
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 488 150,45 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 245 894,95 €
Taux de la subvention	4,09 %

20/883/D -

**DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE**

Numéro d'opération :

2014130550091_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

573620754

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500096

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13085 Roquefort-la-Bédoule

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2020

Opération : PLUS PLAI LE CLOS DES CANEUVES
ROQUEFORT_LA_BEDOULE
Route de Cassis
13830 ROQUEFORT_LA_BEDOULE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

23/12/2014

N° de décision

20141305500218

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. UNICIL

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 573620754

Adresse :

11 RUE ARMENY

Ville :

13006 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 34)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

1 114 751,00 €

1 245 894,95 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

51 000,00

51 000,00

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 51 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	51 000.00	4.09%
Subvention PEEC 1 pour 1	51 000.00	4.09%
Sous-total Subventions	102 000.00	8.19%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 143 894.95	91.81%
Sous-total Prêts	1 143 894.95	91.81%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 245 894.95	100.00%
Coût de l'opération / dépassement	1 245 894.95	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	316 894.50 €
Surface utile totale	2 112.63 m²
Dont SU Collectif	2 112.63
Dont SU Individuel	0.00
Charge foncière HT	1 488 150.45 €
TVA de la charge fonciere	74 639.00 €
Charge foncière TTC	1 562 789.45 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 245 894.95 €
Taux de la subvention	4.09 %

**DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION**

Numéro d'opération :
2016130550025_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500098

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2020

Opération : LA CIOTAT - MAJIS PLEINE PROPRIETE 12 PLUS/7PLAI
ACQ° DE 19 LLS EN PP DS UN PRGME DE 154 LGTS
CHEMIN DE ROUMAGOUA
13600 LA CIOTAT

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

30/11/2016

N° de décision

20161305500102

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. UNICIL

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 573620754

Adresse :

11 RUE ARMENY

Ville :

13006 Marseille

Exercice :

2016

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 19)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

1 698 075,27 €

1 697 442,86 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 78 720,00 €

(B) 78 720,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 62 976,00 €

Solde à verser

(B-C) 15 744,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

26 OCT. 2020

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation

Fredric GUINIERI

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA aux taux réduits)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	6 440.00	0.46%
Conseil Général	0.00	0.00%
Sous-total Subventions	6 440.00	0.46%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	479 932.00	34.12%
Prêt CDC foncier	525 292.00	37.34%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	40 000.00	2.84%
I°.	110 000.00	7.82%
Sous-total Prêts	1 155 224.00	82.12%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	245 048.00	17.42%
Sous-total Fonds Propres	245 048.00	17.42%
Total du Financement (I + II + III)	1 406 712.00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	72 280.00	6.92%
Conseil Général	70 000.00	6.71%
Sous-total Subventions	142 280.00	13.63%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	256 119.00	24.54%
Prêt CDC foncier	280 326.00	26.86%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	30 000.00	2.87%
I°.	90 000.00	8.62%
Sous-total Prêts	656 445.00	62.89%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	245 048.00	23.48%
Sous-total Fonds Propres	245 048.00	23.48%
Total du Financement (I + II + III)	1 043 773.00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	70 000.00	2.86%
Subvention Etat	78 720.00	3.21%
Sous-total Subventions	148 720.00	6.07%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	736 051.00	30.04%
Prêt CDC foncier	805 618.00	32.88%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	70 000.00	2.86%
I°.	200 000.00	8.16%

Sous-total Prêts	1 811 669,00	73,93%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	490 096,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	490 096,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	2 450 485,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 450 485,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 697 442,86 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	714,51 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	12	714,51 m²
Assiette *	:	1 106 373,57 €
Taux de subvention	:	0,58 %
SUBVENTION	:	6 440,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	381,72 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	381,72 m²
Assiette *	:	591 069,29 €
Taux de subvention	:	12,23 %
SUBVENTION	:	72 280,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 19	Surface utile :	1 096,23 m²
Assiette : 1 697 442,86 €	SUBVENTION :	78 720,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,64 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 78 720,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	857 457,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 224 939,00 €
Prestations intellectuelles et frais	367 482,00 €
Prix de Revient H.T.	2 449 878,00 €
Montant de la TVA	607,00 €
Prix de revient TTC	2 450 485,00 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 235,37 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20201305500098

Page : 4 5

31 0034
05.01.85
01.7344

20 / 8 8 5 / D _

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2015130550095_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500104

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2020

Opération : Le Clos Louisa '47 PLUS '7 PLA' 13013 'Erilia
Avenue Fournacle
13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	18/12/2015	20151305500119
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. ERILIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058811670		
Adresse :		
72 bis rue Perrin Solliers		
Ville :		
13291 Marseille Cedex 06		
Exercice :		
2015		

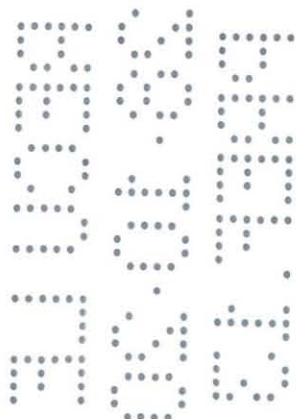
CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 54)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	6 297 842,68 €	6 391 790,11 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 68 600,00 €	(B) 68 600,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 53 302,20 €
Solde à verser		(B-C) 15 297,80 €

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
Fabrice GUINTERI



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0.00	0.00%
Ville de Marseille	261 111.00	3.78%
1 ^{er} %.	0.00	0.00%
Sous-total Subventions	261 111.00	3.78%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	2 272 554.00	32.93%
Prêt CDC logement	2 354 283.00	34.11%
1 ^{er} %.	950 000.00	13.76%
Sous-total Prêts	5 576 837.00	80.80%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 063 740.42	15.41%
Sous-total Fonds Propres	1 063 740.42	15.41%
Total du Financement (I + II + III)	6 901 688.42	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	68 600.00	6.06%
Ville de Marseille	38 889.00	3.44%
1 ^{er} %.	150 000.00	13.25%
Sous-total Subventions	257 489.00	22.75%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	351 721.00	31.07%
Prêt CDC logement	364 370.00	32.19%
1 ^{er} %.	0.00	0.00%
Sous-total Prêts	716 091.00	63.26%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	158 429.43	14.00%
Sous-total Fonds Propres	158 429.43	14.00%
Total du Financement (I + II + III)	1 132 009.43	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Ville de Marseille	300 000.00	3.73%
1 ^{er} %.	150 000.00	1.87%
Subvention Etat	68 600.00	0.85%
Sous-total Subventions	518 600.00	6.46%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 718 653.00	33.84%
Prêt CDC foncier	2 624 275.00	32.67%
1 ^{er} %.	950 000.00	11.83%

Sous-total Prêts	6 292 928,00	78,33%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 222 169,85	15,21%
Sous-total Fonds Propres	1 222 169,85	15,21%
Total du Financement (I + II + III)	8 033 697,85	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	8 033 697,85	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 6 391 790,11 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	47	2 987,04 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	47	2 987,04 m²
Assiette *	:	5 535 334,97 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	462,17 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	462,17 m²
Assiette *	:	856 455,14 €
Taux de subvention	:	8,01 %
SUBVENTION	:	68 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 54	Surface utile :	3 449,21 m²
Assiette : 6 391 790,11 €	SUBVENTION :	68 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	1,07 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 68 600,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	2 761 179,87 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 562 862,22 €
Prestations intellectuelles et frais	176 474,34 €
Prix de Revient H.T.	7 500 516,43 €
Montant de la TVA	533 181,42 €
Prix de revient TTC	8 033 697,85 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR - SU)	2 329,14 € m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20201305500104

Page : 4/5

20 / 8 8 6 / D -

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2015130550128_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500103

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2020

Opération : le Clos Louisa 24 PLS / 13013 Erilia
Avenue Fournacle
13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

18/12/2015

N° de décision

20151305500121

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. ERILIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 058811670

Adresse :

72 bis rue Perrin Solliers

Ville :

13291 Marseille Cedex 06

Exercice :

2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 24)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

0,00 €

0,00 €

Subvention

Initiale

Recalculée

(A) 0,00 €

(B) 0,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

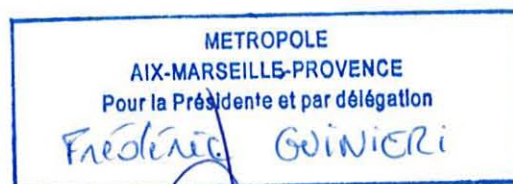
Solde à verser

(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

26 OCT. 2020



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0.00	0.00%	
Sous-total Subventions	0.00	0.00%	
II - Partie Prêts			
Caisse d'épargne - PLS (ou PLI ou PSLA)	2 753 317.00	80.65%	1.86%
Sous-total Prêts	2 753 317.00	80.65%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	660 670.81	19.35%	
Sous-total Fonds Propres	660 670.81	19.35%	
Total du Financement (I + II + III)	3 413 987.81	100.00%	
Coût de l'opération / dépassement	3 413 987.81		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

24

1 370,92 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

24

1 370,92 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 24

Surface utile :

1 370,92 m²

Assiette : 0.00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0.00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 352 782.43 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 770 295.06 €
Prestations intellectuelles et frais	66 588.69 €
Prix de Revient H.T.	3 189 666.18 €
Montant de la TVA	224 321.63 €
Prix de revient TTC	3 413 987.81 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR ÷ SU)	2 490.29 € m²

Type d'opération : Hors opération spécifique



DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2016130550061_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20201305500100

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2020

Opération : Le Clos Louisa II - 27 PLUS / 12 PLA1
18 av fournaele
13013 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

18/11/2016

N° de décision

20161305500077

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. ERILIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 058811670

Adresse :

72 bis rue Perrin Solliers

Ville :

13291 Marseille Cedex 06

Exercice :

2016

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 39)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

4 236 351,53 €

4 172 756,12 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 130 480,00 €

(B) 130 480,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 104 384,00 €

Solde à verser

(B-C) 26 096,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

26 OCT. 2020



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	9,06%
Subvention EPCI	7 000,00	4,80%
Ville	5 000,00	3,43%
Subvention Région	5 000,00	3,43%
Sous-total Subventions	30 200,00	20,72%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	26 955,00	18,50%
Prêt CDC foncier	41 090,00	28,20%
Sous-total Prêts	68 045,00	46,69%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	47 487,33	32,59%
Sous-total Fonds Propres	47 487,33	32,59%
Total du Financement (I + II + III)	145 732,33	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	145 732,33	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 91 864,41 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

52,72 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

52,72 m²

Assiette *

:

91 864,41 €

Taux de subvention

:

14,37 %

SUBVENTION

:

13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

52,72 m²

Assiette : 91 864,41 €

SUBVENTION :

13 200,00 €

Taux moyen de subvention :

14,37 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

114 339,51 €

Coût du bâtiment ou des travaux

26 521,00 €

Prestations intellectuelles et frais

2 015,00 €

Décision No : 20201305500102

Page : 3 4

Prix de Revient H.T.

Montant de la TVA

Prix de revient TTC

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

Type d'opération : Hors opération spécifique

31.1034
00.01.00
01.7074

142 875,51 €

2 856,82 €

145 732,33 €

2 764,27 € m²

20 / 8 8 8 / D -

**DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION**

Numéro d'opération :
2018130550172_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
339804858

Famille d'organisme
Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500102

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13207 Marseille - 7e arrondissement

Exercice
2020

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
Pasteur St Nicolas
25 avenue Pasteur lot n°238
13007 Marseille - 7e arrondissement

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	24/01/2019	20181305500261

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

entreprises commerciales

Code bénéficiaire : 339804858

Adresse :

69 che de vassieux

Ville : 69300 Caluire-et-Cuire

Exercice : 2018

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	90 601,15 €	91 864,41 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 10 295,20 €
Solde à verser		(B-C) 2 904,80 €

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
Frédérique Guinieri

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 200,00	0,24%
Ville	162 000,00	4,15%
Sous-total Subventions	171 200,00	4,39%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 260 331,00	32,32%
Prêt CDC logement	1 479 115,00	37,93%
1%.	500 000,00	12,82%
Sous-total Prêts	3 239 446,00	83,07%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	489 177,80	12,54%
Sous-total Fonds Propres	489 177,80	12,54%
Total du Financement (I + II + III)	3 899 823,80	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	121 280,00	7,13%
Ville	72 000,00	4,23%
Sous-total Subventions	193 280,00	11,36%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	550 346,00	32,35%
Prêt CDC logement	570 571,00	33,54%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	1 120 917,00	65,89%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	386 877,14	22,74%
Sous-total Fonds Propres	386 877,14	22,74%
Total du Financement (I + II + III)	1 701 074,14	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Ville	234 000,00	4,18%
Subvention Etat	130 480,00	2,33%
Sous-total Subventions	364 480,00	6,51%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 049 686,00	36,60%
Prêt CDC foncier	1 810 677,00	32,33%
1%.	500 000,00	8,93%
Sous-total Prêts	4 360 363,00	77,85%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	876 054,94	15,64%

Sous-total Fonds Propres	876 054,94	15,64%
Total du Financement (I + II + III)	5 600 897,94	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 600 897,94	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 172 756,12 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Logements « Collectif »

27

Logements « Individuel »

Surface utile
1 689,85 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

27

Assiette *

:

Taux de subvention

:

SUBVENTION

:

1 689,85 m²
2 905 429,42 €
0,32 %
9 200,00 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Logements « Collectif »

12

Logements « Individuel »

Surface utile
737,10 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

12

Assiette *

:

Taux de subvention

:

SUBVENTION

:

737,10 m²
2 267 326,70 €
9,57 %
1 21 280,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 39

Surface utile :

Assiette : 4 172 756,12 €

SUBVENTION :

Taux moyen de subvention :

2 426,95 m²
130 480,00 €
3,13 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

130 480,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT

Coût du bâtiment ou des travaux

Prestations intellectuelles et frais

Prix de Revient H.T.

Montant de la TVA

Prix de revient TTC

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 009 070,92 €
3 076 364,54 €
132 534,42 €
5 217 969,88 €
382 928,06 €
5 600 897,94 €
2 307,79 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique



20 / 8 8 9 / D 1

**DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION**

Numéro d'opération :
2018130550187_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
339804858

Famille d'organisme
Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500101

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insée)
13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2020

Opération :
11 Place Brossolette
11 Place Pierre Brossolette
13004 Marseille - 4e arrondissement

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

15/01/2019

N° de décision

20181305500198

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

entreprises commerciales

Code bénéficiaire : 339804858

Adresse :

69 che de vassieux

Ville :

69300 Caluire-et-Cuire

Exercice :

2018

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

104 901,28 €

104 607,27 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 16 600,00 €

(B) 16 600,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 12 665,80 €

Solde à verser

(B-C) 3 934,20 €

Fait à MARSEILLE

le :

26 OCT. 2020



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLA-I**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	16 600,00	11,05%
Subvention EPCI	3 000,00	2,00%
Ville de Marseille	5 000,00	3,33%
Conseil Régional	5 000,00	3,33%
Sous-total Subventions	29 600,00	19,71%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	78 760,00	52,44%
Sous-total Prêts	78 760,00	52,44%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	41 839,80	27,86%
Sous-total Fonds Propres	41 839,80	27,86%
Total du Financement (I + II + III)	150 199,80	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	150 199,80	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 104 607,27 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

62.82 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	62.82 m²
Assiette *	:	104 607,27 €
Taux de subvention	:	15.87 %
SUBVENTION	:	16 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	62.82 m²
Assiette : 104 607,27 €	SUBVENTION :	16 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	15.87 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 16 600,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	116 851,88 €
Coût du bâtiment ou des travaux	28 156,87 €
Prestations intellectuelles et frais	2 288,00 €
Prix de Revient H.T.	147 296,75 €
Décision No : 20201305500101	Page : 3 4

Montant de la TVA

Prix de revient TTC

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

Type d'opération :

Hors opération spécifique

31 0039
00.01.00
01.7399

2 903,05 €

150 199,80 €

2 390,96 €/m²

20 / 8 9 0 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
 2012130550040_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 573620754

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500102

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : PLA1 - MAISON RELAIS DU MOULIN (CADA logts diffus)
 339 Bld National
 13003 Marseille 3e

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

28/12/2012

N° de décision

20121305500122

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. UNICIL

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 573620754

Adresse :

11 RUE ARMENY

Ville :

13006 Marseille

Exercice :

2012

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 7)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

807 523,03 €

753 868,01 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 91 000,00 €

(B) 91 000,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 72 800,00 €

Solde à verser

(B-C) 18 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

26 OCT. 2020



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	91 000,00	7,65%
Ville de Marseille	42 000,00	3,53%
Sous-total Subventions	133 000,00	11,18%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	849 221,00	71,37%
Prêt CDC foncier	203 878,00	17,13%
Sous-total Prêts	1 053 099,00	88,50%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	3 804,22	0,32%
Sous-total Fonds Propres	3 804,22	0,32%
Total du Financement (I + II + III)	1 189 903,22	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 189 903,22	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 753 868,01 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	479,05 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	479,05 m²
Assiette *	:	753 868,01 €
Taux de subvention	:	12,07 %
SUBVENTION	:	91 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7	Surface utile :	479,05 m²
Assiette : 753 868,01 €	SUBVENTION :	91 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	12,07 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 91 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	208 572,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	857 044,00 €
Prestations intellectuelles et frais	71 705,00 €
Prix de Revient H.T.	1 137 321,00 €
Montant de la TVA	52 582,22 €

Prix de revient TTC

1 189 903,22 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 483,88 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

20 / 8 9 1 / D -

**DECISION D'ANNULATION
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

Numéro d'opération :
2014130550063

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500105

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2020

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable		IPLAI adapté- 4 Bd Casanova 13014 Pact--	
30 12 2014			
N° de la décision favorable			
20141305500135			
Exercice		2014 boulevard Casanova	
		13014 Marseille	

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n°SIREN : 751956624),
pour un prêt d'un montant maximum de : 36 850,00 €
pour une subvention d'un montant maximum de : 12 000,00 €
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 1 logement(s) locatif(s)
à réaliser à : Marseille - 14e arrondissement.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020



20 / 8 9 2 / D

DECISION D'ANNULATION
DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE PLAI - adapté

Numéro d'opération :
2014130550063

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20201305500106
Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration
Commune (Insee)
13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2020

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable	30 12 2014	1 PLAI adapté 4 Bd Casanova 13014 Pact--	
N° de la décision favorable 20141305500136			
Exercice	2014	4 boulevard Casanova	
		13014 Marseille	

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus.

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.334-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application.

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019.

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date 20 juillet 2017.

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019.

DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n°SIREN : 751956624).
- | | |
|--|-------------|
| pour un prêt d'un montant maximum de : | 36 850,00 € |
| pour une subvention d'un montant maximum de : | 9 000,00 € |
| à réaliser à : Marseille - 14e arrondissement. | |
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 26 OCT. 2020

